



ULB



UMONS
Université de Mons



AJP



Smart

Les Carnets du LaPIJ

Carnet numéro 1 - Juin 2020

Journalisme en confinement

Enquête sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes belges francophones

Recherche réalisée par Florence Le Cam, Manon Libert et David Domingo

Chercheuses.eur au Laboratoire des pratiques et identités journalistiques (LaPIJ), ReSIC, Université libre de Bruxelles et CeRIS, Université de Mons

Avec le soutien de l'AJP- Association des journalistes professionnels et de la Smart

Contact : flecam@ulb.ac.be

*Merci, pour leur disponibilité et leur sincérité,
à tous les participant.e.s à cette enquête.*

*Merci à l'AJP et à la Smart
pour leur partenariat et leur soutien.*

Bruxelles, juin 2020

Les Carnets du LaPIJ

ISSN 2684-6608

Les Carnets du LaPIJ sont en ligne : www.lapij.ulb.ac.be

Pour citer cette monographie :

Florence Le Cam, Manon Libert & David Domingo (2020). Journalisme en confinement.
Enquête sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes belges francophones.
Les Carnets du LaPIJ, 1, juin, 58 pages. En ligne : www.lapij.ulb.ac.be.

Table des matières

Introduction : une enquête sur le confinement des journalistes	4
1. Conditions d'emploi avant et après le confinement	9
1.1 Les journalistes ont-ils dû changer de statut professionnel ?.....	9
1.2 Les journalistes craignent-ils de perdre leur emploi ?	11
1.3 Les journalistes ont-ils subi une perte de revenu ?.....	15
1.3.1 Des revenus en baisse	15
1.3.2 Les raisons évoquées par les journalistes.....	18
1.4 Les journalistes travaillent-ils plus ?	21
1.5 Les journalistes ont-ils dû changer de rubrique ?.....	22
2. Conditions de travail durant le confinement	25
2.1 Travailler pendant une pandémie.....	25
2.2 Les difficultés liées à la pandémie	29
2.2.1 Inactivité et précarité	29
2.2.2 Solitude, manque des collègues et charge émotionnelle	30
2.2.3 Faire du journalisme à la maison	34
2.3 Vivre en journaliste confiné	35
3. Perceptions des rôles journalistiques et de la qualité du travail	43
3.1 Les ressentis des journalistes par rapport à la couverture de la pandémie	43
3.1.1 L'impact psychologique de la couverture	43
3.1.2 Réflexions critiques par rapport à la qualité de l'information	46
3.2 Comment les journalistes jugent-ils leur rôle et celui de leurs collègues dans la crise ?.....	48
Conclusion : une photographie à développer	54
Bibliographie	56

Introduction : une enquête sur le confinement des journalistes

Le confinement avait commencé depuis quelques jours. Les journalistes travaillaient de chez eux, s'inventaient des studios maison, ou se rendaient sur le terrain pour raconter et montrer les réalités de la crise. Les discours sur le monde médiatique évoquaient des pertes abyssales du point de vue financier, certaines entreprises appelaient leurs journalistes à diminuer leur temps de travail. Le sens même du travail était interrogé, questionné, et les repères professionnels en grande partie bouleversés. « Comment informer quand on est face à l'inimaginable ? Comment donner des points de repère quand on est soi-même contraint de naviguer à vue ? » se questionnait Arnaud Ruysen de la RTBF¹.

Chercheuses et chercheur au Laboratoire des pratiques et identités journalistiques (ReSIC-ULB et UMONS) et enseignant.e.s en journalisme, nous avons très vite entendu les résonances de ces préoccupations avec les travaux que nous menons autour des conditions de travail et d'emploi des journalistes belges francophones et germanophones ces dernières années (Le Cam, Libert et Ménéalque 2018 ; Jacquet, 2018 ; Le Cam et Tant, 2018 ; Wiard, Domingo et Derinöz, 2018 ; Libert, 2019 ; Van Leuven et al, 2019 ; Malcorps, 2019 ; Le Cam et Libert, 2020). Comprendre comment les journalistes ont vécu cette période d'un point de vue très pragmatique (incidences sur les revenus, sur le temps de travail, sur les conditions de travail), mais aussi aller chercher leurs ressentis (autour du rôle du journalisme, des compétences journalistiques, de la qualité du travail) est devenu l'objet de cette enquête *Journalisme en confinement*. Celle-ci est aussi l'occasion de lancer une nouvelle collection de monographies issue de notre laboratoire et intitulée *Les Carnets du LaPIJ*.

Pour réaliser cette enquête, nous avons élaboré un questionnaire mixte à questions fermées et ouvertes. Il a été construit à partir de quatre axes : les données socioprofessionnelles traditionnelles (genre, âge, conditions familiales, etc.) afin de pouvoir établir le profil des répondant.e.s, les conditions d'emploi avant et après le confinement en termes de statuts professionnels, de revenus, etc., les conditions de travail durant le confinement (temps de travail, spécialisations, impact du Covid-19 sur son quotidien), et enfin les représentations du rôle et du travail des journalistes en cette période. De nombreuses questions permettaient aux journalistes de laisser des commentaires, des témoignages, des questionnements. Certaines questions ont permis de récupérer parfois plus de 350 commentaires.

Qui était visé dans l'enquête ? Nous avons fait appel à l'Association des journalistes professionnels (AJP) et à la Smart² afin qu'ils se fassent le relais de notre questionnaire

¹ Ruysen, A. (2020). Coronavirus : une leçon d'humilité journalistique. *La Revue Nouvelle*, 3.

² Coopérative de gestion des revenus de travailleurs autonomes de professions créatives : <https://smartbe.be>

auprès de leurs membres. L'objectif était de toucher le plus de journalistes possible et de prendre en compte l'hétérogénéité des situations professionnelles, notamment en termes de statut en rassemblant des journalistes engagé.e.s en tant que salarié.e.s dans des entreprises médiatiques, des journalistes intérimaires et indépendant.e.s³.

La base de données de l'AJP regroupe l'ensemble des membres, ainsi que celles et ceux qui demandent le renouvellement de leur carte de presse. Parmi ces journalistes, notre questionnaire s'adressait spécifiquement aux journalistes professionnel.le.s, aux journalistes de la presse périodique spécialisée et aux journalistes stagiaires, soit 2 429 journalistes. La base de données de la Smart compte 1 144 journalistes. Certain.e.s sont à la fois membres de l'AJP et de la Smart.

492 journalistes ont pris part à l'enquête qui a été ouverte du 28 avril au 18 mai 2020. 415 répondant.e.s ont indiqué être membres de l'AJP. Parmi les 77 répondant.e.s restant.e.s, 46 sont des journalistes non-membres de l'AJP, et non affilié.e.s à la Smart, mais repris dans la base de données de l'association car ils et elles possèdent une carte de presse. Les quelques journalistes restant.e.s qui ne sont pas non plus membres de l'AJP sont intérimaires (à titre principal ou complémentaire), mais il nous est impossible de déterminer s'ils et elles ont une carte de presse et donc sont également repris.es dans la base de données de l'AJP. Le taux de réponse de notre enquête ne peut être évalué que pour les journalistes issu.e.s de la base de données de l'AJP (une partie de ces journalistes sont également affilié.e.s à la Smart) : il s'élève au minimum à 18,9 %.

Les données statistiques dont disposent l'AJP et la Smart sur leurs membres ont permis de vérifier la représentativité de l'échantillon, en termes de genre et de statut professionnel. Notre échantillon compte 210 femmes (42,8 %) et 281 hommes (57,2 %)⁴. D'après les informations transmises par l'AJP, au moment de l'enquête (avril 2020), les femmes représentaient 34,4 % des journalistes professionnels, des journalistes de la presse périodique spécialisée et des journalistes stagiaires. En Belgique francophone, seul un journaliste sur trois parmi les titulaires d'une carte de presse ou d'une carte stagiaire est donc une femme. Les données de la Smart concernant ses membres journalistes présentent une configuration bien différente : 52,9 % des journalistes affilié.e.s à la Smart sont des femmes et 47 % sont des hommes. Les femmes y sont donc un peu plus nombreuses que les hommes. Cette disparité entre les données de l'AJP et de la Smart doit être observée à la lumière de deux facteurs importants : d'une part, le nombre de journalistes pigistes recourant aux services de la Smart ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années ; d'autre part, ces journalistes sont principalement des jeunes de moins de 35 ans. Ces deux facteurs révèlent la précarisation du métier de journaliste

³ Les journalistes intérimaires travaillent sur base de contrats gérés par des agences d'intérim par lesquelles les entreprises médiatiques passent pour embaucher de façon flexible des journalistes. Les journalistes indépendant.e.s sont des freelances qui doivent placer leurs sujets et être rémunéré.e.s pour cela à la pige.

⁴ L'enquête compte 492 répondant.e.s au total, mais l'un d'entre eux n'a pas indiqué s'il était un homme ou une femme.

en début de carrière (Dujardin, Standaert, De Fraipont, Laloux, Virone, 2015) et la situation d'emploi spécifique des femmes (Le Cam et al., 2018). Le fait que les femmes soient davantage représentées parmi les journalistes affiliés à la Smart n'est donc évidemment pas anodin. Notre échantillon présentait une surreprésentation des femmes journalistes parmi les répondant.e.s. Les résultats ont donc été pondérés afin que les caractéristiques du groupe professionnel et des répondant.e.s à l'enquête soient similaires⁵.

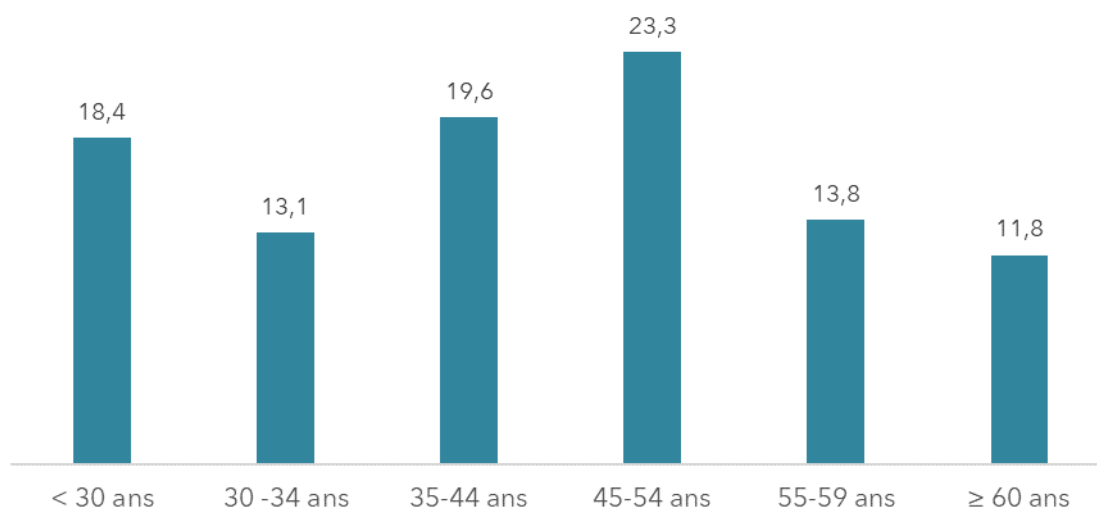
Grâce aux données statistiques de l'AJP, nous avons également pu évaluer la représentativité de notre échantillon, pour les répondant.e.s issu.e.s de la base de données de l'AJP, en ce qui concerne le statut professionnel. Les caractéristiques de l'échantillon correspondent quasiment à celles de la population : il compte 26,0 % d'indépendant.e.s parmi les répondant.e.s, alors que les chiffres de l'AJP indiquent un pourcentage de 25 % pour l'ensemble des journalistes repris dans sa base de données.

Qui a répondu au questionnaire ? Un peu plus d'un tiers (35,7 %) des répondant.e.s sont des femmes et 64,3 % sont des hommes. 18,4 % sont âgé.e.s de moins de 30 ans, 13,1 % ont entre 30 et 34 ans, 19,6 % entre 35 et 44 ans, près d'un quart (23,3 %) entre 45 et 54 ans, 13,8 % entre 55 et 59 ans, enfin, 11,8 % sont âgé.e.s de 60 ans ou plus⁶.

⁵ Nous avons redressé notre échantillon en utilisant des pondérations différentes pour les répondant.e.s issu.e.s de la base de données de l'AJP et non intérimaires, pour les répondant.e.s issu.e.s de la base de données de l'AJP et intérimaires (pour ces derniers, les valeurs de pondération sont calculées à partir de la moyenne entre les pourcentages de femmes et d'hommes renseignés par l'AJP et par la Smart) et les répondant.e.s non membres de l'AJP (mais pour lesquels nous ne pouvons savoir s'ils ont une carte de presse) et intérimaires.

⁶ Ces six catégories d'âge ne sont pas équilibrées, mais ce découpage est celui qui nous permet d'obtenir le plus d'informations et de révéler des différences, parfois importantes en fonction de l'âge.

Graphique 1 - Répartition des répondant.e.s par classe d'âge
(en % ; n=491)



Plus d'un tiers (35,3 %) des répondant.e.s vivent en couple avec enfant(s) et 28,4 % en couple sans enfant ; près d'un quart (23,8 %) vivent seul sans enfant et 4,8 % sont parent célibataire. Enfin, 7,8 % des répondant.e.s connaissent une autre configuration de vie : ils vivent, par exemple, en collocation ou résident chez leurs parents, etc.

La situation familiale diffère significativement selon l'âge (il est évident que la trajectoire personnelle et familiale sera différente selon l'avancée dans l'âge), mais aussi selon le genre et le statut professionnel. En effet, les femmes sont moins nombreuses (28,6 %) à être en couple avec des enfants que les hommes (39,0 %). Elles sont, par contre, plus nombreuses (7,4 %) à être parent célibataire que les hommes (3,2 %). Ce constat avait également été observé dans l'enquête réalisée en 2018 dressant le portrait des journalistes belges titulaires d'une carte de presse (Van Leuven et al., 2019). Le statut professionnel apparaît comme un autre élément distinctif important. 40,4 % des répondant.e.s intérimaires et 26,3 % des répondants indépendant.e.s vivent seul.e sans enfant, pour 17,5 % des salarié.e.s. A contrario, 43,7 % des salarié.e.s vivent en couple avec enfant(s) ; les répondant.e.s indépendant.e.s sont 31,6 % et les intérimaires, seulement 10,5 %. Ces résultats s'expliquent principalement par le fait que le statut d'intérimaire concerne en majorité les plus jeunes répondant.e.s et celui d'indépendant.e à la fois les répondant.e.s les plus jeunes mais aussi les plus âgé.e.s (Le Cam et Libert, 2020).

Notre questionnaire cherchait à mieux cerner la situation personnelle et familiale vécue par les répondant.e.s. durant le confinement. Un quart d'entre eux et elles (26,4 %) ont vécu le confinement en étant le.la seul.e adulte sous leur toit, la majorité (53,6 %) étaient accompagnés d'un autre adulte. Plus de la moitié des répondant.e.s ne vivaient pas en présence d'enfant(s) durant le confinement ; 15,2 % vivaient avec un seul enfant, 20,5 % avec deux enfants, 4,6 % avec trois enfants et seul 1 % avec 4 enfants.

Les divers secteurs médiatiques sont représentés dans les profils de ceux et celles qui ont répondu au questionnaire. 43,0 % des répondant.e.s exercent pour la presse quotidienne, un peu plus d'un tiers (36,3 %) pour une entreprise audiovisuelle et 28,1 % pour la presse magazine. En outre, 5,9 % des répondants travaillent pour une agence de presse, 3,7 % pour un pure-player et 2,6 % pour une agence photo⁷.

Ce *Carnet du LaPIJ* propose une synthèse des principaux résultats de l'enquête. Il est organisé en trois parties : les conditions d'emploi avant et après le confinement, les conditions de travail pendant le confinement et les représentations des rôles et du travail journalistiques pendant la pandémie. Nous avons décidé de croiser, dès que c'était possible, les résultats quantitatifs avec l'analyse qualitative des commentaires laissés par les répondant.e.s. Le texte laisse donc longuement et fréquemment la parole aux journalistes afin que nous puissions entendre la diversité des situations, des constats et des ressentis. Cette synthèse est une photographie prise à un instant t (mai 2020) et ne prendra sans doute tout son sens qu'à la lumière de l'évolution des prochains mois.

⁷ Les répondant.e.s pouvant indiquer travailler pour plusieurs médias, les catégories ne sont pas mutuellement exclusives.

1. Conditions d'emploi avant et après le confinement

Les enquêtes sociodémographiques menées auprès des journalistes permettent de mieux comprendre les conditions réelles dans lesquels ils et elles pratiquent. Ces conditions d'emploi renvoient aux modes de relations contractuelles avec les entreprises, aux questions salariales, au temps quotidien de travail ou encore à l'affectation à l'un ou l'autre service (Maruani et Reynaud, 2004). En Belgique francophone, ces conditions se déploient dans un contexte de marché du travail déjà relativement restreint (Raeymaeckers et Heinderyckx, 2017 ; Lits, 2015), dans lequel, si les contrats à durée indéterminée (CDI) restent encore la norme, la précarité, notamment chez les jeunes journalistes, a tendance à augmenter (Standaert, 2016 ; Wiard, Domingo et Derinöz, 2018 ; Libert, 2019). Dans ce contexte, le confinement et les difficultés financières rencontrées par les entreprises médiatiques (dans la distribution et surtout dans le rapport aux annonceurs) ont clairement, et ce sont les résultats du questionnaire qui le montrent, entraîné des pertes de revenus substantielles pour certaines catégories de journalistes, une baisse du temps de travail, et dans une moindre mesure aussi des changements de statut professionnel. Il apparaît que les journalistes indépendant.e.s et intérimaires sont les premier.ère.s à être affecté.e.s par la crise économique associée à la situation sanitaire.

1.1 Les journalistes ont-ils dû changer de statut professionnel ?

8,0 % des journalistes ayant répondu à l'enquête ont changé de statut professionnel pendant le confinement. Ce chiffre renvoie à une situation survenue de façon brutale (en quelques jours, voire semaines), et ne présume d'ailleurs pas d'une confirmation ou d'une infirmation de cette tendance dans les prochains mois.

Juste avant le confinement, 59,8 % des répondant.e.s exerçaient le journalisme sous le statut de salarié.e : la moitié en CDI (51,9 %), 4,1 % en tant que fonctionnaires et 3,8 % en contrat à durée déterminée (CDD). 12,9 % travaillaient en tant qu'intérimaires, un quart (26,0 %) étaient indépendant.e.s et une poignée d'entre eux et elles (1,2 %) ont indiqué avoir un autre statut professionnel (retraité actif, bénévole, etc.). Ils et elles sont donc 8,0 % à avoir changé de statut (volontairement ou non) en l'espace de deux mois, entre mars et mi-mai 2020.

Les journalistes intérimaires sont les plus touché.e.s. Les résultats montrent ainsi des différences selon les statuts professionnels : sont concernés par un changement de statut 15,8 % des intérimaires, 7,6 % des salarié.e.s et 3,5 % des indépendant.e.s. Les femmes sont, par ailleurs, plus touchées que les hommes : elles sont 11,7 % à avoir changé de statut contre 6,1 % des hommes. Les journalistes les plus jeunes le sont aussi davantage que leurs collègues plus expérimenté.e.s : 15,3 % des moins de 30 ans, 7,1 % des 30-34 ans, 6,7 % des 35-44 ans, 5,6 % des 45-54 ans, 9,0 % des 55-59 ans et 5,6 % des 60 ans ou plus.

Cette question n'a pas été appréhendée par tou.te.s les répondant.e.s de la même manière. Ainsi, pour certain.e.s répondant.e.s, elle renvoyait uniquement à un changement de statut officiel (par exemple, l'arrêt de l'activité d'indépendant ou un licenciement), alors que pour d'autres, elle faisait, plus largement, référence à tout bouleversement intervenu dans la situation d'emploi. À la lecture des commentaires, il apparaît très clairement que le nombre de répondant.e.s concerné.e.s par des changements dans leurs conditions d'emploi dépasse celui des répondant.e.s ayant indiqué avoir changé de statut professionnel (8,0 %).

Ces changements sont présentés dans les commentaires (une soixantaine) laissés par les répondant.e.s comme les résultats, notamment, d'une perte sèche des piges habituelles :

« Je n'ai plus de piges depuis le début du confinement. »

« Depuis le confinement, je n'ai plus été appelée. J'ai relancé quelques fois mon rédacteur en chef sans réponse de sa part, j'attends que la situation sanitaire évolue afin de le recontacter au bon moment. De plus, j'ai la chance d'avoir une autre activité principale qui me permet de continuer à vivre. »

« Non mais comme je n'ai quasiment plus d'articles, j'ai fait une demande de chômage complémentaire pour les travailleurs à temps partiel. »

Cette situation a été compensée pour certain.e.s par une prise en charge via le droit passerelle⁸ ou par la nécessité de s'inscrire au chômage ou d'être placé.e.s en chômage temporaire pour une journée par semaine, ou trois jours sur dix :

« En tant que journaliste indépendante j'ai bénéficié du droit passerelle via ma caisse d'assurances sociales/Je suis journaliste spécialisée dans les sorties cinéma, et les cinémas étant fermés, j'ai pu prouver être en incapacité de travailler durant plus de 7 jours d'affilée. »

« J'ai été obligé de me réinscrire comme chômeur complet pour espérer limiter les dégâts financiers après la perte d'une quarantaine de prestations assurées. »

⁸ Le droit passerelle est une indemnité versée aux indépendant.e.s à titre principal lorsque ceux-ci et celles-ci sont privé.e.s totalement de revenus professionnels. Ce droit a été élargi le 19 mars 2020, au début du confinement, pour permettre notamment aux journalistes privé.e.s de travail depuis au moins sept jours de bénéficier de cette aide (voir : <https://www.journalistefreelance.be/Independants-Acces-assoupli-au-droit-passerelle>)

Des salarié.e.s témoignent d'un passage de régime de travail à temps complet à un temps partiel (avec, par exemple, un passage à 3/5e de temps dès le début du confinement) ou du non-renouvellement d'un CDD.

Une seule répondante évoque ici des conditions personnelles et familiales qui l'ont forcée à changer de statut :

« Impossibilité absolue de travailler avec un bébé de 15 mois à domicile et un conjoint salarié travaillant à plein temps sans possibilité de chômage partiel... »

Nous verrons d'ailleurs plus avant que les conditions d'emploi et de travail ont régulièrement été influencées par l'arrimage entre vies familiales et professionnelles (tout comme elles ont influencé cet équilibre), dont la conciliation peut être un facteur d'aggravation des discriminations entre professionnel.les (Junter-Loiseau, 1999).

Seuls quelques commentaires sur les soixante n'abordent pas la cessation d'activités ou le chômage comme motifs du changement de statut, mais, au contraire, une situation positive dans leurs conditions d'emploi :

« J'ai signé un CDI. (J'imagine que mon cas ne reflète pas la majorité, je pense que mon cas pondérera des situations malheureusement dramatiques de certains de mes confrères). »

« J'ai signé comme employée parallèlement au journalisme dans une autre branche. »

« Une promotion, indépendante du confinement. »

« Suite à un gros projet en cours, je vais pouvoir me passer de mes allocations de chômage, et être exclusivement opérationnelle avec mon statut d'intérimaire Smart. »

Nous le répétons, mais le chiffre de 8 % des journalistes ayant été amené.e.s à changer de statut doit être pris avec beaucoup de précautions. Il est inférieur au nombre réel de répondant.e.s qui ont connu des bouleversements dans leur situation d'emploi et il doit être remis en contexte avec la période de réalisation du questionnaire (qui a pris fin le 18 mai). Seule une enquête au long cours permettrait de mesurer effectivement l'impact de la pandémie sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes. Les effets s'observeront sûrement sur plusieurs mois.

1.2 Les journalistes craignent-ils de perdre leur emploi ?

Les répondant.e.s sont près d'un tiers (31,4 %) à indiquer avoir peur de perdre leur emploi ou de devoir arrêter leur activité d'indépendant.e ou d'intérimaire suite à la crise du Covid-19 et de son impact sur les entreprises médiatiques. Un.e répondant.e sur cinq

(21,2 %) a choisi la proposition de réponse « Je ne sais pas » et 47,4 % ne partagent pas cette crainte.

Les commentaires laissés par les répondant.e.s sont moins nombreux ici que pour d'autres questions (92 commentaires). Les journalistes qui ne partagent pas cette crainte font référence à la stabilité de leur contrat ou au fait qu'ils et elles ne ressentent pas économiquement les conséquences de la pandémie. Il leur est aussi parfois difficile de répondre à la question :

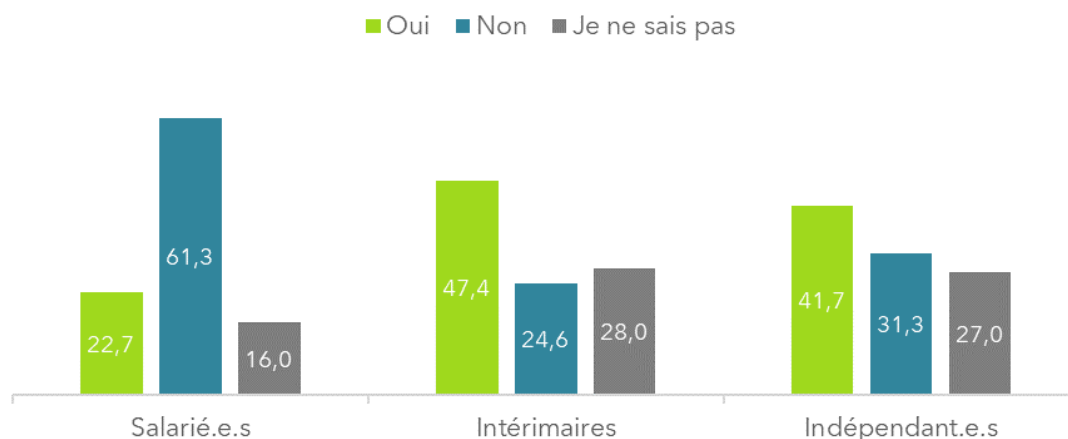
« Personne ne peut prédire les conséquences à court ou moyen terme pour les journaux, dont les ventes se sont effondrées. Les sites internet cartonnent, mais ne rapportent pas. Pour l'instant, on ne peut pas estimer les dégâts qui seront causés par cette crise. Donc, difficile d'estimer si mon emploi est en danger ou pas. »

Ou alors leur situation est plutôt favorable :

« Le projet sur lequel je travaille actuellement, et qui est lié à la crise du Covid, va justement me donner suffisamment d'air (d'un point de vue financier) pour poursuivre des projets au long cours par la suite. Donc je n'ai vraiment pas à me plaindre, au contraire. Mais j'ai bien conscience que ma situation n'est pas représentative du secteur. »

Néanmoins, la réponse donnée à cette question dépend fortement du statut professionnel. Près de la moitié (47,4 %) des répondant.e.s intérimaires et 41,7 % des répondant.e.s indépendant.e.s ont indiqué avoir peur de devoir arrêter leur activité de journaliste. Ce pourcentage est moindre (22,7 %) pour les répondant.e.s salarié.e.s, mais il reste tout de même important, ce qui montre bien une inquiétude généralisée dans le groupe professionnel.

Graphique 2 - Répartition des répondant.e.s selon leur réponse à la question « Craignez-vous de perdre votre emploi ou de devoir arrêter votre activité d'indépendant.e en raison de la crise du Covid-19 ? », par statut professionnel (en % ; n=428)



Ainsi, certain.e.s énoncent qu'ils et elles ont déjà perdu la totalité de leurs piges :

« J'ai été viré (avec une quinzaine d'autres indépendants) pour cause de suppression de pages et de rubriques... »

« Tout est à l'arrêt en ce qui me concerne. Aucune commande, aucune publication d'articles rendus avant. Peu ou pas de perspective quant à une reprise puisque je couvre le secteur du voyage et du tourisme, aussi bien pour la presse traditionnelle que pour la presse professionnelle du secteur. »

« C'est déjà le cas. Arrêt de mon activité d'indépendant depuis le début de la crise du Covid-19. Je suis journaliste sportif. Or, tous les sports sont à l'arrêt depuis la mi-mars. »

D'autres craignent la perte de leur CDD, un passage accéléré en préretraite ou la non-reprise de certains magazines :

« Je crains une non-reconduction de mon CDD, auquel cas il serait compliqué de continuer à travailler comme pigiste à la RTBF. Les pigistes ne sont presque plus employés à la RTBF depuis avril. »

« J'ai échappé à 15 jours près à la préretraite lors de la dernière restructuration. Je passerai à la trappe lors de la prochaine qui, selon moi, arrivera avant la fin de l'année 2020. »

« Je sais déjà que le Confluent ne paraîtra plus car le reste de l'équipe a reçu son préavis. J'espère que le journal de la Fédération HoReCa Wallonie reprendra ses parutions en juin et que je pourrai à nouveau collaborer avec eux en tant que free-lance. »

Les résultats montrent également que les journalistes les plus jeunes sont les plus inquiets pour leur emploi. Ainsi, 40,5 % des moins de 30 ans et 55,6 % des 30-34 ans ont signalé avoir peur de perdre leur emploi ou de devoir arrêter leur activité. Ce pourcentage est plus faible pour les autres catégories d'âge : il s'élève à 31,5 % pour les 35-44 ans, 28,8 % pour les 45-54 ans, 11,9 % pour les 55-59 ans et 24,5 % pour les 60 ans ou plus. Entre incertitudes et inquiétudes de voir sa carrière en journalisme s'arrêter prématurément, de nombreux jeunes journalistes voient leur horizon professionnel se brouiller.

Enfin, bien que le test statistique réalisé ne conclut pas à une différence significative entre hommes et femmes, notons tout de même que les femmes sont plus nombreuses (37,9 %) que les hommes (27,7 %) à avoir peur de perdre leur emploi.

Beaucoup de journalistes se projettent dans le futur, même quelques semaines plus tard, et expriment des inquiétudes par rapport à l'état financier de leur entreprise médiatique ou au contexte économique des médias en général. Ces projections alimentent de ce fait les craintes à l'égard de leur emploi ou de la situation d'emploi de leurs confrères et consœurs indépendant.e.s :

« Mais d'autres oui, car les conséquences se feront surtout sentir dans quelques semaines/mois, avec des capacités de licenciement accrues pour les employeurs au vu de motifs économiques qui pourront être invoqués. »

« Il est clair que différents éditeurs vont effectuer des coupes sombres dans leur budget après la crise, pour faire des économies, récupérer l'argent perdu, faire plaisir aux actionnaires. Dès les premiers jours, bon nombre d'entre eux ont mis des employés au chômage, supprimé des pages, cessé toute collaboration avec des freelances... »

« Une grande incertitude pèse sur la survie de médias en raison de la chute des investissements publicitaires. »

« Es hängt natürlich davon ab, wie es weitergeht. Bis jetzt sind die wesentlichen Auftraggeber bei der Fahne geblieben »⁹

« Je crois que l'entreprise s'en remettra. Je pense pouvoir garder mon emploi, mais je crains que les effectifs indépendants ne soient réduits comme variable d'ajustement. C'est injuste pour eux, évidemment. Pour les salariés, cela aura pour conséquence d'augmenter une charge de travail déjà déraisonnable. »

La crainte de perdre son emploi ou ses piges est pour certain.e.s déjà une réalité. Pour ceux et celles qui continuent à travailler, la situation économique liée notamment aux

⁹ Traduction : « Cela dépend bien sûr de ce qui se passera ensuite. Jusqu'à présent les principaux clients [annonceurs] sont restés. »

retraits des annonceurs et aux pertes financières des entreprises médiatiques ne permet pas d'imaginer une amélioration des conditions d'emploi. Au contraire, les projections sont parfois pessimistes sur la possibilité même de maintenir des conditions similaires. Pour rappel, la question ne fait réagir dans ce sens qu'un tiers des répondant.e.s. Les autres ne savent pas répondre ou n'expriment pas cette crainte.

1.3 Les journalistes ont-ils subi une perte de revenus ?

La question de la rémunération et les conditions économiques des travailleurs.euses ont été au centre des attentions et préoccupations. Notre questionnaire visait aussi à mesurer la perte de revenus des journalistes en raison de la crise du Covid-19. Il invitait ainsi les répondant.e.s à se positionner par rapport à des classes de revenus, concernant à la fois la période avant la pandémie et durant le confinement, en se référant à leur revenu du mois d'avril 2020. Il est important de noter que les revenus présentés sont calculés à partir des réponses de tou.te.s les répondant.e.s, qu'ils et elles travaillent à temps plein ou à temps partiel.

La comparaison des rémunérations avant et durant le confinement met en lumière les profondes disparités entre les situations professionnelles des journalistes salarié.e.s, d'un côté, et, de l'autre côté, des journalistes intérimaires et indépendant.e.s.

1.3.1 Des revenus en baisse

Le revenu net moyen approximatif¹⁰ des répondant.e.s a baissé de 255 euros. Ce revenu était proche de 2 187 euros avant le confinement (revenu médian=2 375 euros). Au mois d'avril, au début de la crise, il a diminué pour atteindre 1 932 euros (revenu médian=2 125 euros), soit 255 euros de moins (-11,6 %). Toutefois, ces chiffres moyens et médians expriment mal la réalité financière actuelle de certain.e.s journalistes. Près d'un.e répondant.e sur cinq (19,0 %) a touché moins de 750 euros net au mois d'avril (cette tranche de revenus ne concernait que 4,9 % des répondant.e.s avant la crise du Covid-19). Un quart des répondant.e.s (24,6 %) a déclaré avoir gagné moins de 1 000 euros net par mois (contre 9,9 % avant le confinement). En commentaire, plusieurs journalistes ont signalé qu'ils n'avaient tout simplement plus aucun revenu.

¹⁰ Le questionnaire invitait les répondant.e.s à se positionner par rapport à des classes de revenus. Nous avons pris la valeur centrale de chacune de ces classes afin de calculer un revenu net moyen approximatif.

Tableau 1 – Revenus mensuels nets des répondant.e.s, avant et durant le confinement
(en %)

Classes de revenus	Avant le confinement	Durant le confinement (avril 2020)
Moins de 750 €	4,9 %	19,0 %
Entre 750 et 999 €	5,0 %	5,6 %
Entre 1 000 et 1 249 €	4,4 %	6,2 %
Entre 1 250 et 1 499 €	5,9 %	5,7 %
Entre 1 500 et 1 749 €	9,2 %	3,8 %
Entre 1 750 et 1 999 €	6,4 %	6,5 %
Entre 2 000 et 2 249 €	12,2 %	9,0 %
Entre 2 250 et 2 499 €	12,4 %	9,2 %
Entre 2 500 et 2 749 €	11,1 %	9,4 %
Entre 2 750 et 2 999 €	8,4 %	8,5 %
3 000 € ou plus	20,1 %	17,1 %
Total (effectif)	100 % (n=430)	100 % (n=426)

La crise du Covid-19 a profondément accentué les disparités entre les journalistes salarié.e.s, intérimaires et indépendant.e.s. En temps normal, journalistes indépendant.e.s et intérimaires sont nombreux.ses à connaître des conditions d'emploi nettement moins favorables que les journalistes salarié.e.s (Van Leuven et al., 2019 ; Libert, 2019). La crise a sans conteste renforcé leur précarisation : nous en donnons les détails ci-après.

Le revenu net moyen approximatif des répondant.e.s salarié.e.s se situait aux alentours 2 543 euros nets avant le confinement (revenu médian=2 625 euros). Au mois d'avril 2020, il était proche de 2 472 euros (revenu médian=2 625 euros), soit une diminution de 71 euros (-2,7 %). Cette baisse peut s'expliquer par la décision prise par une partie

des entreprises médiatiques de mettre leurs employé.e.s au chômage temporaire¹¹. Près d'un tiers (31,2 %) des répondant.e.s salarié.e.s ont été mis.es au chômage à temps partiel durant le confinement. Une poignée (1,7 %) ont été mis.es au chômage à temps complet.

La perte de revenus des répondant.e.s intérimaires et indépendant.e.s est bien plus importante, pour des revenus qui étaient déjà à la base nettement plus faibles. Avant le confinement, les répondant.e.s intérimaires gagnaient en moyenne environ 1 565 euros nets par mois (revenu médian=1 625 euros). La classe de revenu qui comptait le plus de répondant.e.s intérimaires était la classe des revenus situés entre 1 500 et 1 749 euros nets. Elle regroupe 16,5 % des répondant.e.s. Depuis le confinement, la classe de revenus la plus représentée est la classe la plus faible qui était proposée dans notre questionnaire « Moins de 750 euros »¹² : 42,8 % des répondant.e.s intérimaires ont gagné moins de 750 euros au mois d'avril 2020 (ils et elles étaient 9,6 % avant le confinement). Plus de la moitié (56,0 %) ont gagné moins de 1 000 euros (ils et elles étaient 24,4 % avant le confinement). Les résultats sont donc ici très nets : avec moins de 1 000 euros par mois, la majorité des intérimaires qui ont répondu au questionnaire ne peuvent prétendre vivre du journalisme.

Quant aux répondant.e.s indépendant.e.s, leur revenu net moyen approximatif se situait aux alentours de 1 867 euros nets par mois (revenu médian=1 875 euros) avant le confinement. Comme pour les intérimaires, la classe de revenu la plus représentée était celle des revenus situés entre 1 500 et 1 749 euros nets. Durant le confinement, 38,5 % des indépendant.e.s ont gagné moins de 750 euros nets. La moitié (49,7 %) a touché moins de 1 000 euros nets. À nouveau, ces résultats montrent des niveaux de rémunération vraiment très bas, et qui ont eu tendance à se creuser largement.

¹¹ Pour la période du 01/02/2020 au 30/06/2020, les salarié.e.s belges placé.e.s en chômage temporaire en raison du Covid-19 perçoivent une allocation de chômage correspondant à 70 % de leur salaire moyen plafonné (plafonnée à 2 754,76 € mensuels).

¹² Nous ne pouvons pas présenter de revenu moyen et médian pour les journalistes intérimaires et indépendant.e.s en ce qui concerne le mois d'avril 2020. Ils et elles sont en effet trop nombreux.ses à avoir choisi la classe de revenus la plus faible proposée par notre questionnaire « Moins de 750 euros », alors qu'une partie d'entre eux et elles n'a tout simplement touché aucun revenu. Il serait donc incorrect de prendre la valeur centrale de cette classe de revenu pour calculer un revenu moyen et médian.

Tableau 2 - Revenus mensuels nets des répondant.e.s intérimaires et indépendant.e.s, avant et durant le confinement (en %)

Classes de revenus	Intérimaires		Indépendant.e.s	
	Avant le confinement	Durant le confinement (avril 2020)	Avant le confinement	Durant le confinement (avril 2020)
Moins de 750 €	9,6 %	42,8 %	6,1 %	38,5 %
Entre 750 et 999 €	14,8 %	13,2 %	4,2 %	11,2 %
Entre 1 000 et 1 249 €	6,9 %	11,4 %	9,9 %	12,5 %
Entre 1 250 et 1 499 €	13,1 %	9,0 %	6,2 %	6,0 %
Entre 1 500 et 1 749 €	16,5 %	5,6 %	21,2 %	6,8 %
Entre 1 750 et 1 999 €	12,7 %	3,4 %	7,8 %	7,9 %
Entre 2 000 et 2 249 €	13,1 %	10,9 %	16,7 %	7,8 %
Entre 2 250 et 2 499 €	7,8 %	3,7 %	12,2 %	4,1 %
Entre 2 500 et 2 749 €	3,8 %	0,0 %	4,8 %	3,0 %
Entre 2 750 et 2 999 €	1,7 %	0,0 %	2,2 %	0,0 %
3 000 € ou plus	0,0 %	0,0 %	8,7 %	2,2 %
Total (effectif)	100 % (n=52)	100 % (n=52)	100 % (n=104)	100 % (n=103)

1.3.2 Les raisons évoquées par les journalistes

Quatre raisons principales sont évoquées par les répondant.e.s dans les 241 commentaires laissés sous cette question pour expliquer la perte de revenus subie : l'arrêt des collaborations par les médias-clients, la suspension des activités du domaine couvert, une demande interne de l'entreprise médiatique et enfin la situation personnelle du ou de la journaliste (mais les commentaires sur ce point sont très minoritaires pour expliquer cette situation).

1.3.2.1 L'arrêt des collaborations par les médias-clients

Les stratégies de rationnement du recours au personnel extérieur et donc aux journalistes indépendant.e.s ou intérimaires sont l'une des raisons qui reviennent le plus

souvent dans les commentaires laissés par les répondant.e.s. Les médias auraient ainsi stoppé rapidement certaines collaborations en raison des craintes économiques qu'ils anticipaient, des difficultés rencontrées progressivement dans le rapport aux annonceurs et des réorganisations qu'ils ont opérées dans leurs modalités de fonctionnement.

« Les journaux pour lesquels je travaille sont impactés et ont stoppé les collaborations extérieures en attendant de voir plus clair. »

« Suite au confinement, je n'ai plus reçu aucune demande de piges. »

« La Dernière Heure ne peut plus payer ses pigistes (donc moi) depuis la crise du Covid-19 à cause d'une crise financière en interne à IPM liée à la crise sanitaire. »

« La crise a engendré de grosses pertes de revenus pour le groupe qui a décidé de supprimer 40 % des revenus (et jours de prestation) à tous ses indépendants »

« Au vu de ses faibles rentrées publicitaires, la presse régionale fait de moins en moins appel aux collaborateurs indépendants. L'actualité est plus calme suite au confinement. »

« Diminution de plus de moitié du nombre de jours prestés auprès de mon "client" principal suite à une réorganisation du pôle photo. »

« La parution de Metro est arrêtée et les journalistes salariés sont privilégiés pour s'occuper du web même si j'ai quelques jours à gauche et à droite. La parution de Proximag est également à l'arrêt sauf qu'il n'y a pas de site web. »

« Réduction des frais par les rédactions et recours accru à leurs salariés. Concentration maximum de la presse sur Crise Covid au détriment de tous autres sujets. »

1.3.2.2 L'arrêt du domaine couvert

Le sport, les musées, le cinéma, le théâtre et les arts en général, tout comme la gastronomie ou le lifestyle ont été des domaines largement impactés par la pandémie (et nous le verrons très clairement plus avant quand nous évoquerons la question des rubriques et des spécialisations des journalistes). Activités réduites ou à l'arrêt, manifestations interdites, etc. ont eu des répercussions sur le travail journalistique. Ainsi, même si ces domaines ont pu ponctuellement fournir des sujets d'actualité (sur les difficultés rencontrées, sur la reprise, sur les aides publiques, etc.), nombre de commentaires pointent la baisse des revenus comme conséquence immédiate de l'arrêt des activités du domaine couvert.

« Mon travail consiste en grande majorité, à assister chaque jour aux procès correctionnels et d'appel de police au tribunal de première instance de Mons. Ce tribunal est fermé depuis le 16 mars. Il ne refonctionne pas encore. Depuis le confinement, je fournis des sujets très ponctuels, si la rédaction prend ce que je propose. Je suis donc en perte financière vertigineuse en ce moment. Heureusement j'ai introduit une demande via le droit passerelle. »

« Je suis journaliste sportif. Toutes les compétitions et tous les événements sportifs ont été annulés. Le peu de travail qu'il reste dans les rédactions sportives est donné aux salariés. »

« Comme dit plus haut, je travaille essentiellement dans les secteurs culturel, pédagogique et médical. Tous les trois à l'arrêt ou occupés à autre chose. Donc tous mes tournages ont été annulés. »

1.3.2.3 La demande interne de l'entreprise médiatique

Certaines entreprises médiatiques ont demandé à leurs employés des efforts financiers pour traverser la crise, dans la droite ligne de la logique du « bon employé » déjà perçue par le chercheur québécois François Demers dans les années 1980 : le journaliste doit non seulement faire son travail, mais aussi soutenir du mieux possible les stratégies économiques de l'entreprise (Demers, 2003). Les explications données par les journalistes oscillent entre énoncés factuels signifiant la perte de revenus subie et commentaires sur la demande qui leur a parfois été faite d'être solidaires avec des collègues vivant des situations plus problématiques, ou d'être solidaires plus largement avec l'entreprise elle-même.

« En solidarité avec les autres catégories du personnel touchées vu que le volume de publicités a chuté. »

« Passage à 4/5^e. »

« Diminution volontaire solidaire de 7,5 % sur le brut (hors droits d'auteur). Suivie d'une mesure générale de chômage temporaire de 3 jours entre le 22 avril et le 30 mai (renouvelable). »

« 1 jour chômage économique/semaine. »

« 2 jours de chômage temporaire en mars et 4 jours en avril. Ainsi que 10 % en moins sur les droits d'auteur (qui représentent 30 % de mes revenus). »

« Malgré les recommandations de l'AJP, j'ai consenti à une modération salariale de 7,5 % (au niveau du brut), puis passage à quelques jours de chômage économique pour force majeure jusqu'à la fin du mois de mai (9 jours entre le 20 avril et le 31 mai). »

« Je n'ai pas subi de perte de revenu car nous avons été placés au chômage une journée par mois seulement. La perte est compensée par une compensation télétravail. À la fin du mois, je touche la même chose. »

« Participation volontaire à un fonds de solidarité à destination des membres du personnel qui se trouvent en chômage économique. »

Les mesures apparaissent donc diversifiées, allant de la mise en place d'un fonds de solidarité, à des jours de chômage, une baisse d'un certain pourcentage du salaire mensuel, etc. Cette situation des conditions d'emploi des journalistes semble d'ailleurs une première, car elle a été décidée très rapidement pour une durée présentée comme temporaire, mais sans proposer une visibilité sur les moyen et long termes pour les employé.e.s.

1.3.2.4 La situation personnelle

La pandémie a ainsi contraint quelques journalistes à prendre des décisions nettes concernant leur situation d'emploi en raison de situations personnelles et familiales importantes à gérer.

« Prise d'un congé parental pour garder les enfants. »

« Impossibilité absolue de travailler avec un bébé de 15 mois à la maison et un conjoint salarié travaillant à plein temps sans possibilité de chômage partiel. »

Or, les études le montrent suffisamment, la charge mentale liée à la famille est un élément qui contraint fortement le développement des carrières des journalistes, et principalement des femmes (Reinardy, 2009 ; Le Cam et al, 2018 ; North, 2016). L'arrimage entre vie professionnelle et vie familiale, déjà ressenti comme un défi dans le métier, est l'une des difficultés majeures, nous le verrons dans la seconde partie de ce *Carnet*, subies pendant le confinement.

1.4 Les journalistes ont-ils travaillé plus ?

Notre enquête montre très clairement une diminution du temps de travail moyen et médian des répondant.e.s depuis le confinement. L'ensemble des répondant.e.s, travaillant à temps plein ou à temps partiel¹³, présentaient un temps de travail moyen de 38,1 heures par semaine avant la crise du Covid-19 (le temps médian est de 40 heures). Depuis le confinement, le temps de travail moyen équivaut à 31,1 heures par semaine (le temps médian est de 32 heures).

¹³ Le questionnaire ne nous permet pas de calculer le temps de travail moyen et médian en distinguant les répondant.e.s à temps plein et à temps partiel.

Le statut professionnel est un facteur déterminant : le temps de travail des répondant.e.s indépendant.e.s et intérimaires est nettement plus impacté par la crise du Covid-19 que celui des salarié.e.s. Ainsi, alors que les indépendant.e.s indiquaient travailler en moyenne 40,8 heures par semaine avant le confinement (temps médian=40 heures), leur temps de travail moyen s'élève désormais seulement à 25,0 heures par semaine (temps médian=25 heures). La chute est brutale. Le travail des intérimaires est également touché : leur temps de travail moyen était de 33,9 heures par semaine (temps médian=32 heures), pour 19,4 heures par semaine depuis le confinement (temps médian=16 heures). Le temps de travail moyen des répondant.e.s salarié.e.s a également diminué mais de manière nettement moins importante : les journalistes salarié.e.s ont indiqué travailler en moyenne 39,3 heures par semaine avant le confinement (temps médian=40 heures) et 36,8 heures (temps médian=38 heures), depuis le confinement. Ce temps de travail est évidemment à corréliser avec les pertes des piges des journalistes indépendant.e.s et intérimaires.

Les journalistes les plus jeunes subissent une diminution plus importante de leur temps de travail, en comparaison avec les autres tranches d'âge. Ils et elles sont donc plus impacté.e.s. Les répondant.e.s âgé.e.s de moins de 30 ans et les 30-34 ans travaillent en moyenne 10 heures de moins qu'avant le confinement (leur temps de travail moyen était respectivement de 36,9 heures et de 38,6 heures par semaine, il est désormais de 26,2 heures par semaine). Cette disparité s'explique par l'importance des statuts d'intérimaire et d'indépendant.e.s parmi les répondant.e.s les plus jeunes.

1.5 Les journalistes ont-ils dû changer de rubrique ?

Près de 84 % des répondant.e.s ont indiqué qu'ils et elles n'avaient pas changé de rubrique depuis le début du confinement¹⁴. Près de 16 % ont, par contre, été confronté.e.s à ce changement en raison des conséquences directes de la couverture de la pandémie par les médias. Ainsi, les journalistes témoignent d'un recentrement, voire d'une focalisation importante de la couverture sur les sujets liés au Covid-19 :

« Je ne fais plus que des sujets liés au Covid-19 essentiellement ou en rapport avec l'environnement. »

« L'intégralité des sujets traités ont un rapport avec le coronavirus. »

« On tend forcément beaucoup plus vers la santé puisque la crise y est liée et prend la majorité de l'espace informatif. »

¹⁴ Les répondant.e.s les plus jeunes sont plus nombreux.euses à avoir changé de rubriques durant le confinement. Cela concerne 18,0 % des moins de 30 ans, 22,9 % des 30-34 ans, 24,7 % des 35-44 ans, pour 12,6 % des 45-54 ans, 9,7 % des 55-59 ans et seuls 4,3 % des 60 ans ou plus.

« Je m'occupe désormais des maisons de repos, de santé et des seniors. »

Tout en pointant la focalisation sur une seule actualité, certain.e.s journalistes témoignent, cependant, d'une plus grande diversité dans les sujets à traiter, un environnement dans lequel a été renforcée la nécessité de la polyvalence et de compétences élargies à divers domaines :

« Je n'ai pas fondamentalement changé de rubriques mais je note toutefois une diversité peut-être plus marquée. La crise touche tellement tous les secteurs que l'on est amené à prendre en compte toutes les conséquences du Covid-19 sur notre société. Mais évidemment, la très grande majorité de mes articles, bien qu'ils touchent à plein de domaines différents, ont toujours un lien plus ou moins proche avec le Covid-19, ce qui est logique. »

« On devient multidisciplinaire pour pouvoir traiter un maximum de sujets. »

Néanmoins, beaucoup de journalistes se sont retrouvé.e.s dans une impasse liée à la suspension des activités qui, habituellement, remplissaient leurs journées de travail. C'est le cas de nombreux.ses journalistes des services sports, culture, gastronomie ou cinéma, des domaines mis à l'arrêt ou presque durant le confinement. Une situation qui a entraîné la perte de travail pour le.la journaliste, ou son glissement vers une autre rubrique ou émission afin de renforcer d'autres équipes. Les résultats quantitatifs sont assez nets sur ce point : ont été obligés de changer de rubriques 32,6 % des répondant.e.s spécialisé.e.s dans les médias, 31,9 % des répondant.e.s traitant de la nature et de l'environnement/agriculture, 30,8 % couvrant les technologies, 28,9 % spécialisé.e.s dans les faits divers, 28,1 % s'occupant de l'actualité judiciaire, 27,0 % spécialisé.e.s dans l'actualité politique, 26,5 % en culture, 25,0 % couvrant l'actualité sportive et enfin, 24,3 % des répondant.e.s travaillant pour la rubrique société.

« Avant j'étais en charge de l'émission culturelle qui a été suspendue. Je travaille donc uniquement pour le JT depuis le 18 mars, sur toutes sortes de thématiques mais je peux encore y introduire du culturel. Dès la mi-mai, je reprendrai l'émission culturelle sur un format réduit de moitié. Si l'actu si prête, je pourrai très vite retrouver le format habituel de 26 minutes hebdomadaires. »

« Mais activité réduite au vu de la fermeture des restaurants, des voyages de presse dans le vignoble, annulés ainsi que toute manifestation (dégustation...) autour du vin aussi. »

« Sinon qu'il n'y a plus de critiques de restaurants à écrire puisque ceux-ci sont fermés. Et que mon activité principale de critique cinéma a été fortement réduite avec la fermeture des salles (que très légèrement compensée par la VOD). »

L'enquête montre donc très clairement l'impact de la pandémie sur les rubriques, les émissions ou les spécialisations des journalistes. D'une part, car les médias se sont largement concentrés sur la situation sanitaire, focalisant les productions sur les faits, les enjeux et les conséquences du Covid-19, et d'autre part, car le confinement a arrêté ou fortement ralenti des pans entiers de la société, auparavant terrain de couverture médiatique des journalistes.

Les résultats montrent ainsi, sur une période très courte, des bouleversements importants qui impactent les conditions d'emploi des journalistes. Diminution des revenus, perte de son emploi ou arrêt de son activité, baisse du temps de travail, changement inopiné de spécialisation, etc., autant de facteurs qui font naître ou augmenter un sentiment d'insécurité professionnelle, tout particulièrement chez les répondant.e.s les plus jeunes et plus largement celles et ceux qui connaissent déjà une situation plus précarisée.

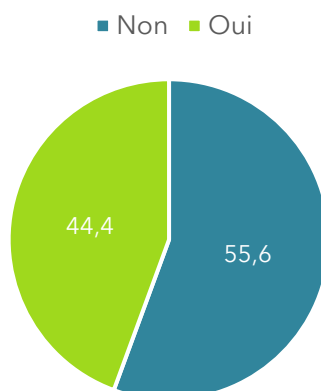
2. Conditions de travail durant le confinement

Au-delà des conditions d'emploi, les journalistes ont été soumis à des transformations dans le quotidien de leurs pratiques professionnelles. L'actualité a été submergée par les informations relatives à la pandémie et les conditions de travail des journalistes ont été aménagées non seulement dans le quotidien de la rédaction, mais aussi dans leurs routines quotidiennes. Alors que les travaux en sociologie du journalisme montrent bien une tendance persistante ces dernières années à la polyvalence des journalistes (Wallace, 2013), à l'augmentation de la pression sur les producteurs d'information (Witschge et Nygren, 2009), voire à un certain présentéisme pour répondre à des injonctions managériales (Goyanes et Rodríguez-Gómez, 2018), le confinement met en avant un recentrement des activités journalistiques sur une seule thématique entraînant certain.e.s journalistes à accentuer leur polyvalence, mais surtout la nécessité d'affronter un ensemble de difficultés peu habituelles pour certain.e.s. L'inactivité et la solitude liée notamment à l'éloignement de la salle de rédaction ou à la suspension de moments de travail collectif (les conférences de presse, par exemple) se sont couplées aux contraintes du télétravail et à l'augmentation de la charge mentale ressentie par les journalistes. Ces éléments sont plutôt habituellement l'apanage des journalistes indépendant.e.s et intérimaires, mais ils ont touché une grande partie du groupe professionnel.

2.1 Travailler pendant une pandémie

Le confinement a immédiatement transformé le quotidien des journalistes en limitant fortement, pour certain.e.s l'accès au terrain et en encourageant un travail plus sédentaire. La question du déplacement sur le terrain permet donc de mieux comprendre comment a été vécu le confinement. L'enquête a, par ailleurs, permis d'interroger les journalistes qui ont dû continuer à se rendre sur le terrain : se sont-ils.elles senti.e.s en sécurité ? Estimaient-ils.elles bénéficier de conditions sanitaires suffisantes ?

Graphique 3 - Répartition des répondant.e.s selon leur réponse à la question « Devez-vous vous déplacer sur le terrain ? » (en % ; n=491)



Seuls 44,4 % des répondant.e.s ont continué à se déplacer sur le terrain durant le confinement. Les femmes sont un peu moins nombreuses (38,3 %) que les hommes (47,8 %) à s'être rendues sur le terrain¹⁵. L'enquête ne nous permet pas d'expliquer cette différence entre hommes et femmes, mais plusieurs pistes pourraient être creusées, en lien avec le profil professionnel des répondant.e.s (leur fonction, leur spécialisation), les décisions hiérarchiques prises durant le confinement ou encore les responsabilités familiales des répondant.e.s. Les résultats ne montrent pas de différenciation en fonction du statut professionnel ou encore de l'âge.

Ces déplacements sur le terrain sont aussi à mettre en relation avec la représentation que les journalistes ont des conditions sanitaires dans lesquelles ils et elles exercent. Beaucoup de commentaires (206 ont été laissés) pointent des problèmes rencontrés par les journalistes au quotidien de la pandémie.

Les critiques signalent avant tout des problèmes d'accès aux matériels requis (masques, gels, etc.) et décrivent des manquements de la part des entreprises médiatiques dans la gestion des risques :

« Je n'ai pas reçu de protection de mon employeur pour le faire, je m'en suis procuré seule. »

« Je me suis procuré moi-même des masques, un gel hydroalcoolique et des gants. »

« Non. Le groupe ne nous a pas fourni de masques ni aucune protection et tous les reportages de terrain ne permettent pas toujours de respecter la distanciation sociale. »

« À de rares occasions. Mais le média ne nous a pas fourni de masque, ni de gants. »

« Point positif : nos locaux de travail sont nettoyés quotidiennement par une société spécialisée. Points négatifs : pas de concertation entre direction et membres du personnel pour les reportages "à risques" à effectuer sur le terrain, peu de reportages à distance via Skype, Messenger,... équipe de travail chaque jour mixée (travail quotidien en binôme qui change tout le temps, risque accru de contamination), aucune écoute pour les travailleurs qui ne souhaitent pas entrer dans les hôpitaux, les maisons de repos, les lieux infectés... »

¹⁵ Généralement, nous considérons que les résultats des tests statistiques sont significatifs lorsque la p valeur est inférieure à 0,05. Les résultats du test présentent ici une p valeur légèrement supérieure à 0,05, elle s'élève à 0,06.

Par ailleurs, les commentaires insistent aussi sur la difficulté à toujours gérer de façon adéquate les gestes barrières et la distance physique sur le terrain :

« Tout dépend de moi et de mon niveau d'attention à l'encontre des personnes à photographier/interviewer. »

Les situations dépendent fortement non seulement des politiques internes des entreprises médiatiques, mais aussi, et évidemment, des situations d'emploi des journalistes. Ici aussi, être salarié.e et entouré.e par des services compétents diffère énormément de la situation de travailleur.euse indépendant.e.

Certaines réponses pointent, par ailleurs, la difficulté à être reconnu.e comme journaliste, et à pouvoir le démontrer dans l'exercice quotidien de son travail :

« Oui mais comme dit plus haut vu les difficultés à avoir une carte de presse auprès de l'AJP, je ne peux pas me déplacer pour des interviews car je n'ai rien à présenter comme justificatif à la police. »

À côté des critiques, certain.e.s répondant.e.s présentent plutôt un avis positif sur la responsabilité de la hiérarchie, qui peut avoir été bien assumée :

« Il m'arrive d'aller sur le terrain mais la majorité des interviews et reportages se font par téléphone ou grâce à des applications. Quand il faut aller sur le terrain, un preneur de son est disponible. Des perches sont en commande pour les journalistes radio mais tardent à arriver. Pas de pression pour nous envoyer absolument sur le terrain tant que ces perches ne sont pas là. La hiérarchie directe est assez à l'écoute. »

« Oui, BX1 a très rapidement mis à la disposition de ses équipes de terrain des masques, des gants et du gel en suffisance. Lorsque le journaliste n'est pas tenu de travailler dans la voiture en déplacement sur le terrain pour préparer son reportage ou duplex, il a la possibilité d'utiliser une seconde voiture pour ne pas être à deux avec le/la cadreur.se dans une même voiture. Quand l'attention du journaliste ne peut pas être portée sur la route, il s'assoit à l'arrière, en diagonale du/de la cadreuse avec port du masque. Le matériel est désinfecté par le/la cadreur.se avant chaque utilisation, tout comme les voitures. Les bonnettes des micros ont été retirées. Une perche est employée pour les interviews. En rédaction, les règles de distanciation sociale sont appliquées, que ce soit en réunion, au bureau ou en montage. Les interviews, quand cela est possible, se font à distance avec les moyens de communication tels que Skype, Zoom ou Teams. J'oublie certainement des dispositions sanitaires encore prises, mais dans l'ensemble, les équipes sont protégées. »

Par contre, les politiques des entreprises ont parfois entraîné des formes d'inégalité :

« J'estime que nous devons suivre certaines règles, parfois insuffisantes pour nous protéger. La boîte a réagi lentement et ne s'attendait pas à devoir appliquer toutes ces règles sanitaires (cordons dans la rédaction, du gel à tous les coins de portes, portes ouvertes pour ne pas les toucher, séparation journaliste-caméraman...). Même si aujourd'hui, j'ai l'impression que nous sommes mieux préparés, je suis toujours sceptique concernant les primes de risques qui n'ont jamais été proposées à ceux qui continuaient à aller sur le terrain et dans certains endroits à risques (homes, hôpitaux...). Certains journalistes sont uniquement en télétravail, il y a une forme d'[in]égalité de traitement, qui, selon moi, ne prend pas compte les risques liés à l'enjeu sanitaire que nous vivons. »

L'hyperconcurrence médiatique (Charron et De Bonville, 2004) est mentionnée une seule fois comme une des raisons qui poussent les journalistes à aller sur le terrain bien qu'ils ou elles n'aient pas toujours l'impression de bénéficier des conditions sanitaires suffisantes :

« Pas toujours non... Dû en partie à ma Direction mais aussi et surtout aux confrères/consœurs... Les médias restent dans leur logique idiote de guerre concurrentielle au lieu de se serrer les coudes. Idem pour l'organisation sur le terrain. »

Enfin, certain.e.s journalistes expliquent qu'ils.elles ne sortent pas, en raison du respect du confinement ou de choix personnels :

« J'ai fait le choix de refuser les déplacements depuis l'instauration du confinement strict et mon chef de service m'a autorisé jusqu'à présent à annuler tous les déplacements nécessaires. »

Néanmoins, beaucoup font aussi la comparaison avec d'autres terrains à risques en insistant sur ce caractère présenté comme essentiel du journalisme : savoir travailler en toute circonstance.

« Oui mais grâce aux mesures personnelles adoptées : achat de gel, fabrication de masques. La prise de risque est assumée, elle fait partie de notre métier de l'information. C'est la même chose pour les couvertures de certaines manifestations ou d'autres sujets sensibles. Il faut accepter une part de risque inhérente à notre activité. »

2.2 Les difficultés liées à la pandémie

Les répondant.e.s indiquent clairement leur impression de changement dans les pratiques professionnelles (68,5 %) suite à la crise du Covid-19 et au confinement. Les données ne montrent pas de différences selon le genre, le statut ou l'âge. Trois grandes thématiques émergent des 326 commentaires laissés pour cette question : les difficultés liées aux conditions d'emploi, aux conditions de travail et à l'articulation entre vie privée et vie professionnelle.

2.2.1 Inactivité et précarité

Dans un contexte qui a provoqué des arrêts d'émissions pour lesquelles ils.elles travaillaient, ou des suspensions brutales d'habitudes de commandes de clients réguliers, les commentaires sont très clairs concernant les difficultés économiques rencontrées par certain.e.s journalistes, majoritairement indépendant.e.s et intérimaires. Ils.elles évoquent évidemment les pertes financières lourdes subies (que nous avons pu voir ci-dessus dans la partie sur les revenus) et pointent particulièrement l'inactivité comme une difficulté non seulement financière, mais aussi sociale.

« N'avoir quasi plus de travail et donc de revenu de ce travail. Ne recevoir aucun message, même formel, ni aucune demande de la part de mon principal employeur. »

« L'impossibilité de chercher des piges ailleurs, et donc ma dépendance totale au média pour lequel je travaille actuellement. »

« Recevoir des commandes de mes clients (une seule en 45 jours). »

« De ne pas travailler. Pas de rentrées. De contacts, de vie sociale. »

« Le manque de travail, le manque d'argent, le téléphone qui ne sonne plus... »

C'est aussi le cas pour les journalistes indépendant.e.s spécialisé.e.s dans certains domaines d'actualité, délaissés dans les médias pendant la pandémie :

« L'activité culturelle étant quasiment à l'arrêt, j'ai perdu mes prestations de critiques d'actualité (ciné et musique) qui ne furent pas totalement compensées par des articles "découvertes/coups de cœur". »

L'absence de revenu est régulièrement mentionnée et est liée aussi à des inquiétudes fortes par rapport à l'avenir :

« L'incertitude, le manque de projets et de revenus pour un long moment sans doute. »

« Statut précaire qui ne permet pas de sécuriser les revenus et peur de ne plus avoir de piges pour les prochains mois. Les salariés étant préférés du moins lors du confinement. »

« La peur de l'avenir. Peur de n'avoir plus de piges pendant plusieurs mois et de devoir tout remettre en question alors que tout fonctionnait bien jusqu'ici. »

« Le sentiment d'inutilité de ma profession. Je me dis que c'est temporaire. Mais j'ai 56 ans et je suis consciente que des jeunes pourraient avoir envie de prendre ma place. Je suis indépendante et donc, sans aucune protection sociale. »

Quelques rares répondant.e.s restent optimistes :

« Principalement la perte de revenus et la prise de conscience de la précarité de mon statut. Non pas que je le découvre, mais cette crise a vraiment été comme une giflette prise en pleine gueule. J'ai toujours travaillé dur pour avoir chaque mois des piges en suffisance. Aujourd'hui, la situation ne dépend pas de moi. Je tente de prendre cela avec philosophie, en sachant que ce ne sont pas mes compétences qui sont remises en question, que l'on fera de nouveau appel à moi lorsque les temps seront meilleurs. »

« L'argent au début, mais vu la possibilité momentanée de ce droit-passerelle, ce n'est plus un souci. »

2.2.2 Solitude, manque des collègues et charge émotionnelle

De très nombreux.ses journalistes font état d'un sentiment d'isolement professionnel, de solitude et manque de contacts humains. Ils et elles réaffirment leur métier comme essentiellement un travail de relations, avec les collègues, les sources, un métier de nature collective. L'absence de contacts est mentionnée de façon extrêmement récurrente et concerne prioritairement les collègues et la salle de rédaction, qui prennent ici une importance centrale dans le ressenti des journalistes. La récurrence de ces commentaires est telle qu'elle montre des redondances fortes dans le corpus de commentaires :

« C'est un métier de contact le journalisme et là, le contact, c'est justement ce qu'il faut éviter. »

« Absence de contacts directs. »

« Absence de contacts humains avec la rédaction. »

« Le manque de rapports sociaux avec les collègues. Tout est plus compliqué à gérer que quand on se voit. »

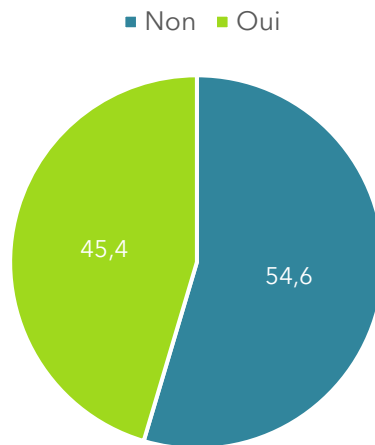
« Le manque de la rédaction et des collègues, leur humour et leurs bons mots, et d'une atmosphère de travail dynamique. Et ce qui va avec : un sentiment de solitude, comme un éloignement forcé de la famille et de son soutien. »

« Ces mille et un petits contacts dont on est privé en ce moment avec les collègues, notamment, ou nos interlocuteurs habituels, ou des personnes qu'on ne connaît pas encore mais qu'on va prendre plaisir à rencontrer. C'est un des gros bonus de ce métier : les rencontres. »

Les collègues représentent alors un espace d'échanges perdu pour des idées de reportages, pour des échanges sur le travail, mais aussi un manque pour leur capacité à se motiver, à « faire vivre » le travail, à incarner l'attachement au métier.

Les collègues ne sont pas les seuls à manquer aux journalistes. Le terrain et les sources sont aussi deux éléments constamment rappelés. La pandémie a freiné, et parfois empêché le déplacement du/de la journaliste sur le terrain, a entravé les rapports aux sources. Un peu moins de la moitié (45,4 %) des répondant.e.s ont ainsi ressenti un changement dans le rapport aux sources. On constate sur ce point une disparité entre hommes et femmes : 53,7 % des femmes partagent ce ressenti, pour 41,4 % des hommes.

Graphique 4 - Répartition des répondant.e.s selon leur réponse à la question « Avez-vous ressenti un changement dans le rapport aux sources ? » (en % ; n=491)



Les journalistes témoignent ainsi d'autres difficultés centrales dans la pratique du métier en temps de pandémie : les angoisses, les gestes de précaution à prendre sur le terrain qui peuvent gêner l'exercice du métier, rendre les sources moins à l'aise et surtout la distance, si peu compatible avec un métier de contact. Autant de difficultés qui viennent renforcer le sentiment d'isolement professionnel :

« Le manque de terrain, de reportages sur place. L'omniprésence du téléphone et des mails. »

« La peur de ne plus être sur place et de manquer des infos. »

« Aspect social. Le journalisme doit se faire sur le terrain selon moi en parlant aux gens. Chose beaucoup plus compliquée pour l'instant. »

« Les tournages de terrain. Nécessité de rassurer les personnes qu'on rencontre et précautions sanitaires pour l'équipe de tournage. Difficulté de mener une interview via Skype (difficile de confronter un mandataire ou de l'interrompre pour rebondir sur ses propos). »

« La limitation de déplacements, une certaine peur et angoisse à témoigner, une défiance face à la presse. »

La distance renvoie aussi parfois à des problèmes techniques qui nuisent à la qualité formelle de l'information : « Qualité sonore des interviews. »

D'autres difficultés sont également mentionnées. Elles concernent notamment la nécessité de trouver des sujets diversifiés sur le virus ou au contraire de pouvoir s'en éloigner pour proposer de couvrir d'autres événements, et de parler ainsi d'autres

choses, à la fois pour son public mais aussi pour soi. De nombreux commentaires révèlent, en effet, la charge émotionnelle de la crise sur les journalistes eux-mêmes :

« Le nez dans les sujets Corona à longueur de journée, c'est plombant... »

« Le manque de travail, la charge de travail lorsque je suis en poste, la monopolisation du Covid-19 par rapport à l'information. »

« La surcharge d'information et la difficulté de parler d'autre chose. »

« La communication interne à la rédaction est beaucoup plus lourde à gérer. Le stress des collègues et le mien dû au confinement et à la lourdeur des informations traitées. La fatigue générale de la rédaction. L'angoisse due aux difficultés financières de l'entreprise. »

Beaucoup de journalistes mentionnent le stress et l'anxiété ressentis pendant cette période, non seulement pour gérer les informations et réaliser leur travail quotidien, mais aussi en raison des risques directs pour leur santé. La distance physique, les manipulations de matériel, le lavage régulier des mains et des surfaces, et donc le respect de toutes les mesures barrières sont régulièrement mentionnés. La peur d'être contaminé.e est bien présente :

« C'est très dur de partir travailler alors que mon compagnon est confiné. J'ai parfois peur de ramener le Covid à la maison. C'est difficile de travailler dans un contexte angoissant. On ne sait pas ce qui va se passer, on est constamment en alerte, on travaille d'autant plus dans l'urgence... C'est très fatigant et très anxiogène. Le manque de sujets autres que le Covid est aussi difficile à gérer. Mais l'idée d'informer la population, rechercher la vérité et expliquer la situation me fait tenir. »

À l'instar de cette journaliste, plusieurs répondant.e.s rappellent la responsabilité sociale du journalisme et des médias en temps de pandémie, le travail de terrain mené en courant des risques, l'importance de relayer des informations vérifiées pour être une courroie de transmission d'informations justes auprès des publics. Ces commentaires évoquent la façon dont les journalistes ont constitué, eux aussi, aux côtés des personnels soignants ou de l'éducation, un rouage important pendant le confinement. Ils et elles reviennent de façon presque unanime en réponse aux questions sur le rôle du journalisme dans la société, traitées plus loin dans ce rapport.

2.2.3 Faire du journalisme à la maison

Les journalistes témoignent travailler majoritairement de leur domicile, à distance des collègues et des sources. Ils expriment ainsi régulièrement un sentiment de solitude et d'isolement lié au télétravail :

« L'isolement, qui parfois se transforme en solitude. Dans un monde idéal, je signe tout de suite pour un jour ou deux de télétravail par semaine (concentration, efficacité...). Mais rendez-moi mes contacts sociaux et la vie d'une rédaction. »

Celui-ci ne facilite pas la communication et, de façon générale, le travail quotidien :

« La perte de notion du temps causée par le télétravail. J'ai souvent le sentiment de ne pas savoir quelle heure il est, les journées n'étant pas rythmées par les mêmes interactions avec les collègues. Les communications à distance sont plus compliquées que lorsque tout le monde est physiquement sur place. »

La gestion d'équipe est l'une des tensions mentionnées : les outils ne permettent pas toujours de faire comprendre les attentes des un.e.s et des autres, la distance fait perdre certaines habitudes de circulation d'informations informelles et les rapports à la hiérarchie n'en sont pas forcément facilités. Certains commentaires pointent ainsi des difficultés dans les relations avec les managers des médias qui seraient plus éloignés, mettraient davantage sous pression les journalistes :

« Nos chefs ont tendance à plus facilement appeler alors qu'on avait terminé notre journée. Ils ne nous voient pas partir de la rédaction alors on nous donne encore plus de travail. »

« La relation avec les chefs est parfois compliquée vu qu'on ne se voit plus. »

« La pression, la suspicion de ne rien faire, les freak contrôle, et le bureau et chaises inadéquats. »

Et les critiques ne proviennent pas seulement des journalistes ; elles sont aussi énoncées par la hiérarchie elle-même qui se trouve parfois en difficulté :

« Je supervise une équipe qui se démotive au fil du temps, et sans réunions physiques difficile de leur remonter le moral pour améliorer la production de contenu. »

Faire son métier de journaliste de terrain, ancré dans une rédaction ou au moins parfois en contact avec elle quand le.la journaliste est indépendant.e ou intérimaire, mais aussi

gérer le collectif a été évidemment l'un des enjeux de la période de confinement pour l'organisation du travail en interne.

Mais le télétravail, durant le confinement, révèle surtout amplement les difficultés, presque acrobatiques, de gestion, des arrimages entre vies privée et professionnelle. La première remarque concerne les enfants, et leur présence au quotidien pendant le confinement. Assumer l'intendance ménagère (le ménage, les courses, les repas, etc.), la journée d'école à la maison et la présence des enfants, parvenir à s'organiser avec le.la conjoint.e, sont présentés comme des défis majeurs, surtout pour les parents de jeunes enfants.

Et les témoignages des répondant.e.s à l'égard de cette question prennent des tours assez singuliers : entre culpabilité (« Laisser ma fille de 3 ans à la maison avec son papa qui doit (essayer de) télétravailler »), constat (« partager mon ordinateur avec les enfants ») et tentative de trouver des solutions :

« Le manque de temps et la fatigue parce qu'il faut s'occuper des enfants. Mon compagnon (qui est aussi journaliste) et moi, on a fini par payer une baby-sitter 3 heures par jour pour pouvoir travailler correctement. »

Équilibrer le travail et la vie familiale est aussi présenté comme un enjeu professionnel. Certain.e.s répondant.e.s évoquent, en effet, les difficultés à parvenir à se discipliner, à rester concentré.e.s :

« Nécessité de mieux gérer le télétravail pour éviter certaines dérives (nombre d'heures au travail ou vice et versa). »

« Gestion vie pro et vie perso ; devoir travailler H24 à domicile est compliqué car on est parasité par sa vie personnelle (gestion de la maison, des tâches ménagères, de mon enfant, même si mon mari fait sa part à ce niveau-là). Plus difficile de se concentrer quand la vaisselle s'amoncelle, que la maison est sale... Tentation de faire quelques tâches ménagères quand on est censé travailler. »

2.3 Vivre en journaliste confiné

Qu'a impliqué le confinement pour les journalistes, dans leur emploi, pour leurs conditions de travail, dans leur vie personnelle ? Au-delà des commentaires qu'ils.elles ont été encouragé.e.s à produire de façon plus spontanée, le questionnaire a par ailleurs proposé un ensemble d'affirmations susceptibles de résonner ou non avec les préoccupations des journalistes (charge de travail, pression des employeurs,

compétition avec les collègues, extension des horaires de travail, autonomie professionnelle, solidarité entre collègues, vies professionnelle et familiale, etc.)¹⁶.

La surcharge de travail n'a évidemment pas été ressentie par tous et toutes de la même manière, puisque les témoignages précédents montrent bien que les journalistes indépendant.e.s et intérimaires ont été fortement impacté.e.s du point de vue de leurs conditions d'emploi. Ainsi, à l'item « Le confinement implique une surcharge de travail », les résultats apparaissent fortement contrastés. 44,1 % des répondant.e.s sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle le confinement a impliqué une surcharge de travail. 37,8 % ne sont pas d'accord, et 18,1 % se disent indifférent.e.s. La variable du genre ne joue pas ici un rôle visible, au contraire du statut. Plus de la moitié (54,6 %) des salarié.e.s considèrent que le confinement a entraîné une augmentation de leur charge de travail. Les répondant.e.s indépendant.e.s (34,8 %) ou intérimaires (31,4 %) sont moins nombreux.ses à partager ce constat. Enfin, le ressenti de la surcharge de travail semble, par ailleurs, lié à la situation familiale. Plus de la moitié (53,3 %) des répondant.e.s vivant avec au moins un enfant sont d'accord avec cette proposition. Ce pourcentage descend à 39,0 % pour ceux et celles qui ne vivent pas avec des enfants.

La surcharge de travail se couple pour un peu moins d'un tiers (31,4 %) des répondant.e.s avec le sentiment d'une pression accrue de la part des employeurs. Toutefois, cette pression est loin de faire l'unanimité car 42,6 % d'entre elles et eux n'ont pas ressenti cet accroissement de pression, et 26,0 % sont restés neutres (en répondant indifférent)¹⁷.

Le sentiment d'accroissement de la compétition avec les collègues n'est pas non plus partagé par la majorité des répondant.e.s. Seul.e un.e répondant.e sur cinq (20,1 %) est d'accord avec cette proposition. La majorité (61,1 %) n'est pas d'accord et 18,7 % sont indifférent.e.s. Cette proposition révèle ici encore les disparités entre, d'une part, les journalistes salarié.e.s et, d'autre part, les journalistes intérimaires et indépendant.e.s¹⁸. En effet, seul.e un.e répondant.e salarié.e sur dix (10,8 %) dit être d'accord avec le fait que le confinement implique une compétition importante entre collègues. Ce pourcentage grimpe à 37,8 % pour les intérimaires et 29,4 % pour les indépendant.e.s. Les difficultés économiques subies en raison de la crise du Covid-19 et les craintes de ne pas pouvoir continuer son activité de journaliste, qui concernent principalement les répondant.e.s intérimaires et indépendant.e.s, pèsent naturellement sur ces résultats.

Ces difficultés sont visibles aussi dans la perception d'une réduction importante des demandes de productions journalistiques : les journalistes intérimaires (80 %) et

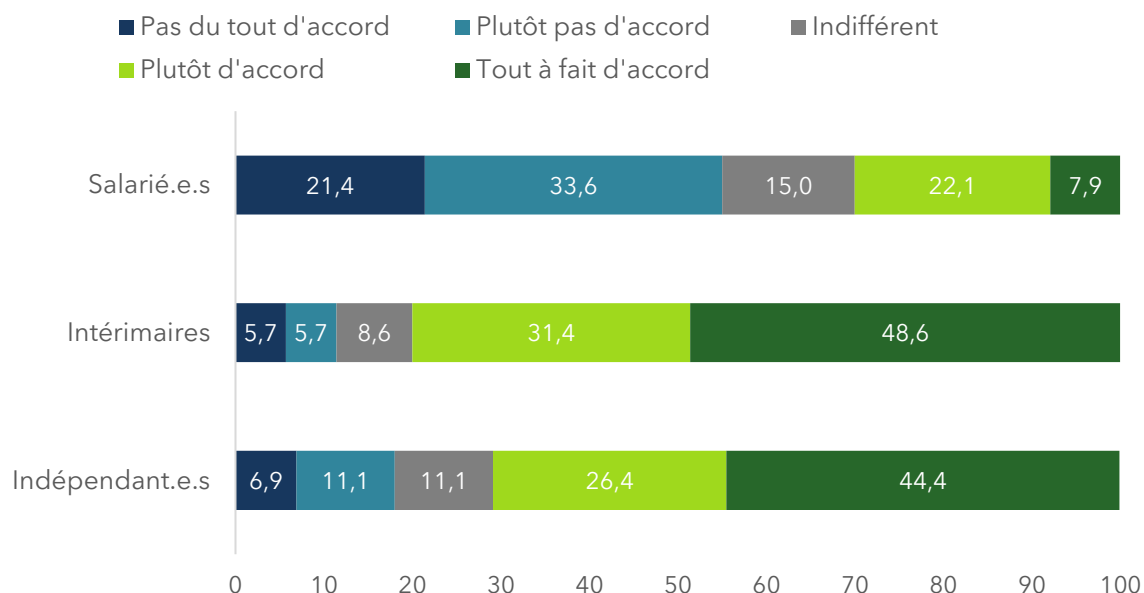
¹⁶ Au lancement du questionnaire, nous avons rencontré un problème technique pour ces questions. C'est la raison pour laquelle nous avons enregistré moins de résultats que pour le reste de l'enquête.

¹⁷ Le croisement avec les variables de genre, d'âge, de statut et d'enfants à la maison n'a pas donné de résultats statistiquement significatifs.

¹⁸ Par contre, les variables de genre et d'âge ne semblent pas jouer du point de vue statistique.

indépendant.e.s (70,8 %) sont très nombreux.ses à confirmer cette assertion. Les salarié.e.s ne sont ici que 30 % à aller dans ce sens.

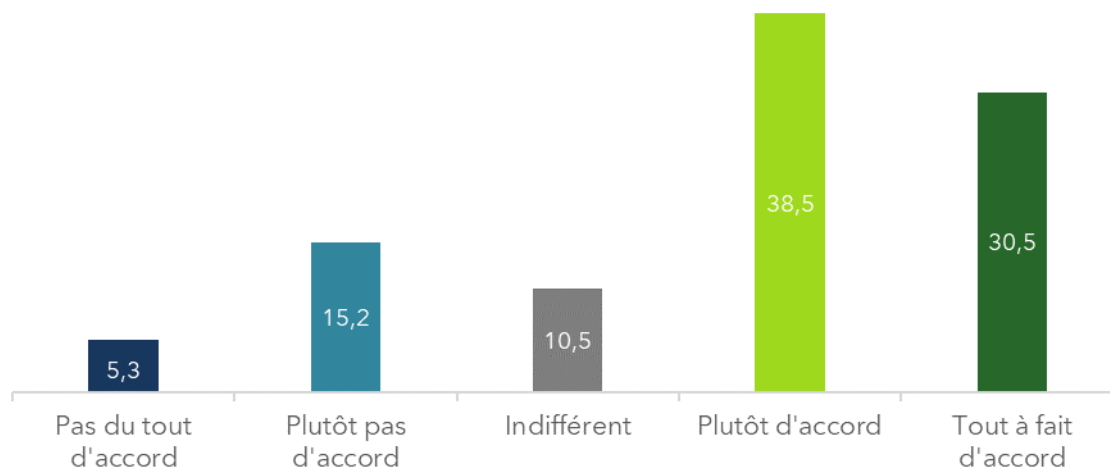
Graphique 5 - Opinions des répondant.e.s vis-à-vis de la proposition
« Le confinement implique une réduction importante de demandes de production journalistique », par statut professionnel (en % ; n=247)



Pression et baisse de la demande de productions journalistiques n'entament pourtant pas la solidarité entre collègues qui, pour plus de la moitié (56,3 %) des répondant.e.s, a été renforcée pendant le confinement. La majorité des salarié.e.s (67,1 %) le disent, tout comme les intérimaires (54,3 %). Par contre, seul.e.s 37,7 % des indépendant.e.s le ressentent.

À l'inverse, comme nous avons pu le voir dans les pages précédentes, la sensation d'isolement professionnel semble un ressenti partagé par l'ensemble des journalistes. Ainsi, ils et elles sont 69,0 % à avoir répondu en ce sens.

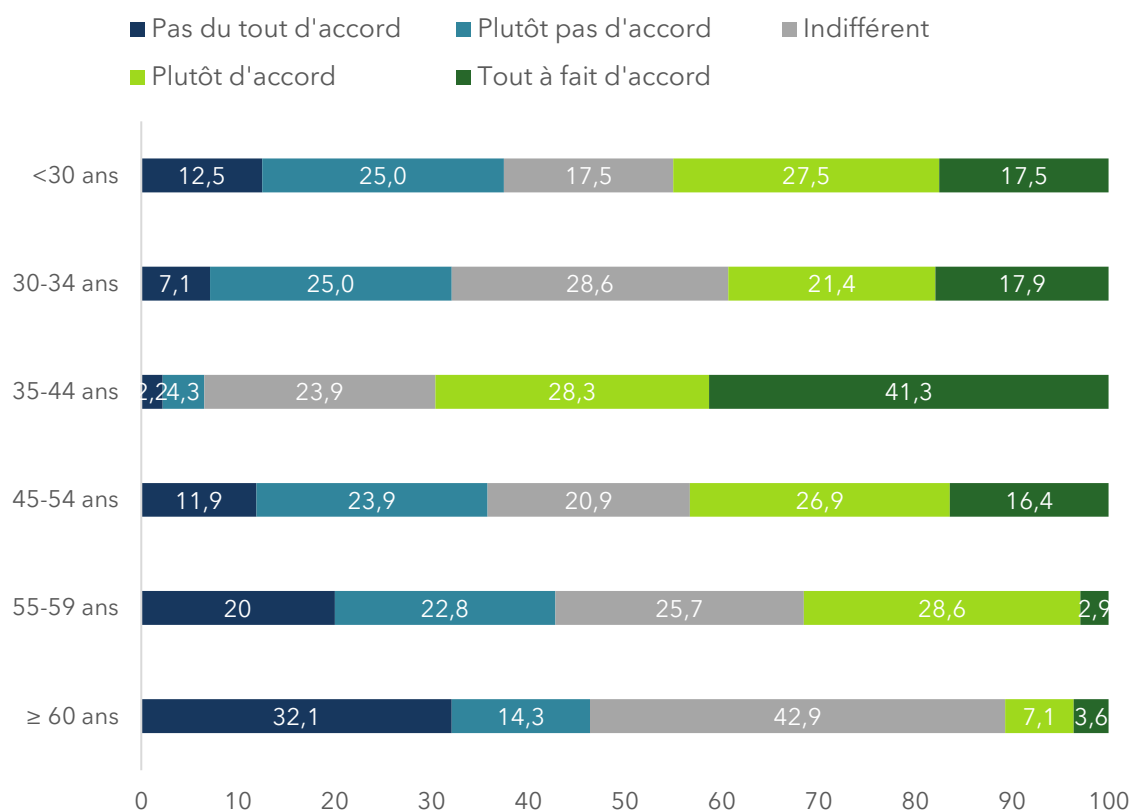
Graphique 6 - Opinions des répondant.e.s vis-à-vis de la proposition
« Le confinement implique un sentiment d'isolement professionnel »
(en % ; n= 220)



Si l'âge et le genre ne semblent pas jouer, le statut professionnel montre ici aussi des disparités, mais moins importantes que pour d'autres questions. Ainsi, près de 80 % (79,4 %) des répondant.e.s intérimaires et 73,2 % des indépendant.e.s ressentent un sentiment d'isolement professionnel ; les répondant.e.s salarié.e.s sont 64,1 % à le ressentir. Le travail hors de la rédaction, les relations en ligne avec les collègues et l'absence de partages quotidiens sont ici aussi un facteur important dans le ressenti des journalistes.

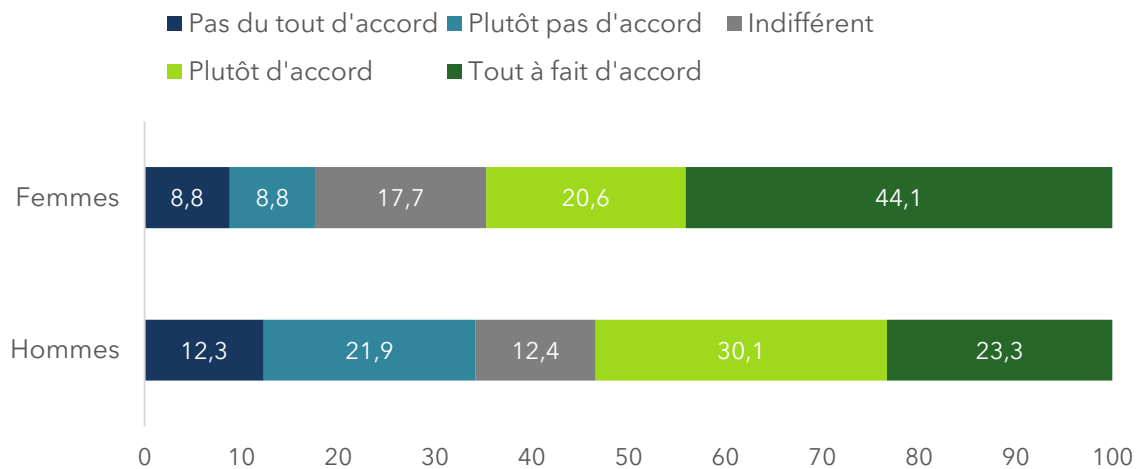
Le confinement a, par ailleurs, renforcé des problématiques déjà bien analysées concernant les difficultés à trouver un équilibre entre vie professionnelle et familiale. Ainsi, 42,7 % des répondant.e.s témoignent de cette difficulté, tandis que 32,4 % ne sont pas d'accord et 24,9 % ont indiqué être indifférent.e.s. La situation familiale joue sans surprise un rôle important : plus de la moitié (57,9 %) des répondant.e.s qui ont vécu le confinement en présence de leur(s) enfant(s) sont d'accord avec cette proposition. L'âge apparaît, par ailleurs, comme une variable fondamentale pour mieux comprendre les difficultés : en effet, près de 70 % (69,6 %) des 35-44 ans se sont retrouvé.e.s en difficultés plus importantes. Ce pourcentage élevé s'explique par la situation familiale des répondant.e.s appartenant à cette catégorie d'âge : passé 35 ans, ils et elles sont nettement plus nombreux.ses à avoir des enfants, et leurs enfants sont évidemment plus jeunes que les enfants des répondant.e.s un peu plus âgé.e.s. Ce pourcentage descend à 45,0 % pour les moins de 30 ans, 39,3 % pour les 30-34 ans, 43,3 % pour les 45-54 ans, 31,5 % pour les 55-59 ans et enfin, seulement 10,7 % pour les répondants âgés de 60 ans ou plus.

Graphique 7 - Opinions des répondant.e.s vis-à-vis de la proposition
« Le confinement implique une difficulté plus importante à concilier vie
professionnelle et vie familiale », par âge (en % ; n=244)



Le genre intervient également comme un facteur de différenciation. La moitié (48,8 %) des répondantes sont d'accord avec cette proposition pour 39,4 % des hommes. Cette disparité se creuse encore un peu lorsque seul.e.s les répondant.e.s qui vivent avec des enfants sont pris en compte : 64,7 % des femmes estiment alors que le confinement entraîne une plus grande difficulté à concilier vie familiale et professionnelle, pour la moitié (53,4 %) des hommes vivant avec des enfants.

Graphique 8 - Opinions des répondant.e.s ayant des enfants vis-à-vis de la proposition « Le confinement implique une difficulté plus importante à concilier vie professionnelle et vie familiale », par genre (en % ; n=107)



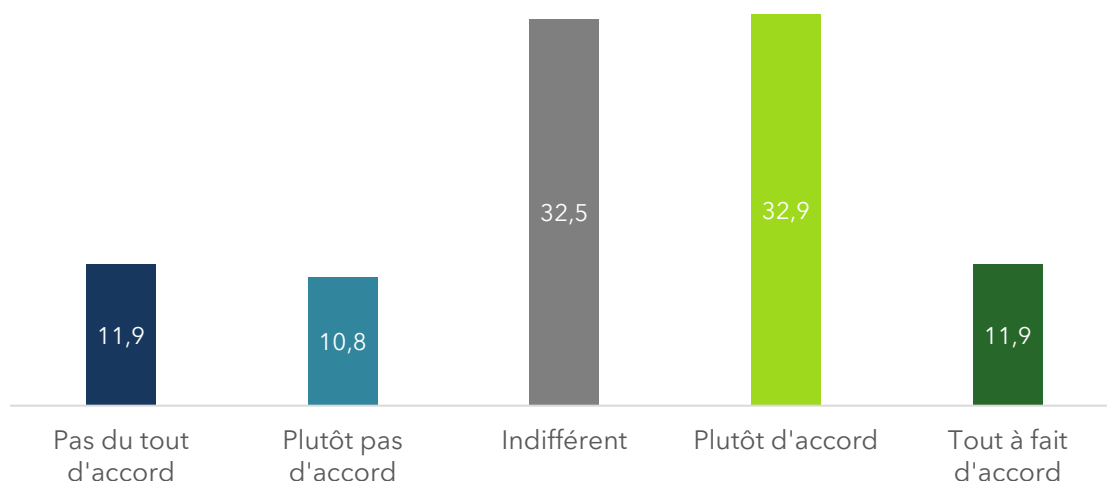
D'autres questions ont permis d'approfondir ces difficultés à arrimer vie professionnelle et vie familiale. Ainsi, les répondant.e.s ont notamment été interrogé.e.s sur leur ressenti vis-à-vis d'une potentielle diminution de la charge mentale liée à leur vie familiale durant le confinement. Près de la moitié (49,2 %) des répondant.e.s ne sont pas d'accord avec cette proposition, signifiant de ce fait qu'ils.elles estiment soit que leur charge mentale n'a pas évolué, soit qu'elle a augmenté. 36,2 % ont indiqué être indifférent.e.s. et seuls 14,7 % ont constaté une diminution de leur charge mentale. Sur ce point également le fait d'avoir vécu le confinement en présence d'enfants s'avère déterminant : 65,1 % des répondant.e.s vivant avec des enfants expliquent ne pas avoir ressenti de diminution de leur charge mentale. Un peu plus de la moitié (52,8 %) des femmes partagent ce même constat. Ce pourcentage diminue légèrement pour les hommes (47,3 %). Mais les écarts liés au genre se creusent davantage pour les répondant.e.s vivant avec des enfants : près de trois quarts (72,2 %) des répondantes vivant avec des enfants ont réfuté la proposition selon laquelle la charge mentale a diminué durant le confinement, pour 61,1 % des hommes.

Le télétravail ou la présence d'enfants sont parfois couplés à une augmentation de la charge domestique qui est ressentie par près de 47 % des répondant.e.s (24,5 % ne marquent pas leur accord). Les pourcentages sont ici encore un peu plus élevés chez les femmes qui sont 51 % à partager ce constat, contre 45 % chez les hommes. La charge domestique est clairement un enjeu central pour la catégorie des 35 à 44 ans qui sont près de 70 % à abonder dans ce sens. Ce chiffre diminue pour les autres catégories d'âge : la moitié des répondant.e.s de moins de 30 ans (47,7 %), des 30-34 ans (46,6 %), des 45-54 ans (47,7 %) partagent également ce constat. Ce pourcentage diminue à 29,3 % pour les 55-59 ans et à 34,4 % pour les 60 ans ou plus. C'est ainsi que les répondant.e.s avec enfants sont les plus touché.e.s par cette problématique des charges

domestiques. 59,3 % d'entre eux et elles vivant avec un ou plusieurs enfants sont d'accord avec cette proposition. Ce chiffre diminue à 40,4 % pour les répondants qui ne vivent pas avec des enfants.

Ces résultats mettent clairement en évidence des difficultés accrues à concilier la parentalité avec le travail durant le confinement. De nombreux.ses répondant.e.s (44,8 %) évoquent d'ailleurs un sentiment d'inégalité, durant la pandémie, entre journalistes avec ou sans enfants (32,5 % sont indifférent.e.s et 22,7 % ne sont pas d'accord). Ce pourcentage grimpe à 51,4 % pour les répondant.e.s vivant avec des enfants. Parmi ces derniers, il est important de noter que les femmes vivant avec des enfants sont 61,3 % à partager ce ressenti, pour 48,1 % des hommes. Cet écart n'est pas étonnant car, comme nous l'avons vu, le confinement semble avoir creusé des disparités déjà bien présentes entre hommes et femmes concernant la conciliation entre la vie professionnelle et familiale, la charge mentale ou encore le travail domestique.

Graphique 9 - Opinions des répondant.e.s vis-à-vis de la proposition
« Le confinement implique un sentiment d'inégalité entre journalistes
avec ou sans enfant » (en %, n=231)



Malgré ces résultats, l'assertion selon laquelle « Le confinement implique un sentiment d'inégalité entre journalistes hommes et femmes » ne remporte pas l'adhésion du tout. Seuls 11,8 % des répondant.e.s sont d'accord avec cette proposition, 47,2 % ne sont pas d'accord et 41,1 % sont indifférents. Les femmes sont plus nombreuses, mais loin d'être majoritaires, à être d'accord avec cette assertion (une femme sur cinq (21,2 %) est d'accord, pour 6,6 % hommes).

Les difficultés de couple peuvent, par ailleurs, avoir joué un rôle pendant le confinement. Même si dans l'échantillon entier des répondant.e.s, seuls 15,4 % estiment que le

confinement entraîne des difficultés dans leur vie de couple¹⁹, un résultat est interpellant : les journalistes indépendant.e.s sont deux fois plus nombreux.ses (25,7 %) que les répondant.e.s salarié.e.s (11,7 %) et intérimaires (10,5 %) à être d'accord avec cette proposition. L'hypothèse explicative pourrait être que les difficultés économiques rencontrées et les craintes pour l'avenir peuvent avoir des conséquences sur la vie de couple. Plus la situation par rapport à l'emploi est précaire, plus le risque de perturbations dans la vie conjugale étant important (Paugam, 2000 : 294). Mais les réponses très différentes des intérimaires posent question. Les intérimaires sont plus jeunes et moins souvent en couple, moins souvent avec des enfants que les indépendant.e.s : ils et elles sont plus souvent indifférent.e.s par rapport à cette question. Si l'on sélectionne seulement les répondant.e.s qui vivent en couple (avec ou sans enfants), les pourcentages sont plus hauts pour les indépendant.e.s et les intérimaires que pour les salarié.e.s, ce qui semble renforcer notre hypothèse.

Enfin, les hommes ont exprimé cette difficulté un peu plus que les femmes. Ils sont ainsi légèrement plus nombreux (17,0 %) que les femmes (12,0 %) à être d'accord avec cette proposition. Les femmes sont, par contre, plus nombreuses à être indifférentes à cette question (45,7 % des femmes, pour 28,7 % des hommes).

Tous ces éléments peuvent avoir eu des conséquences sur la concentration et la capacité des journalistes à effectuer leur travail. Ils et elles sont ainsi près de la moitié (48,2 %) à en témoigner (38,9 % ne sont pas d'accord et 12,9 % sont indifférents). Les résultats montrent une disparité entre hommes et femmes : plus de la moitié des femmes (57,8 %) affirment éprouver des difficultés à se concentrer et à faire leur travail, pour 43,5 % des hommes.

¹⁹ La moitié (50,5 %) des répondant.e.s ne sont pas d'accord et un tiers (34,2 %) sont indifférents.

3. Perceptions des rôles journalistiques et de la qualité du travail

La question du rôle des journalistes dans la crise et de leurs ressentis par rapport à leurs propres productions réalisées pour couvrir le Covid-19 montre, par contraste avec les craintes exprimées au sujet des conditions d'emploi et de travail, des représentations beaucoup plus positives. Interroger les journalistes sur leur rôle est souvent un moyen de classifier les réactions et les représentations des producteurs d'information en fonction de diverses typologies (Mellado et al., 2016). Le questionnaire s'est, au contraire, proposé de recueillir la parole des journalistes en posant des questions ouvertes, ce qui a permis de mettre en lumière des réponses diverses, riches et énonçant des avis opposés. Bien que la grande majorité des répondant.e.s soulignent que la crise a démontré l'importance du journalisme pour aider les citoyens à comprendre la pandémie et à rester en sécurité, les journalistes proposent souvent des réponses nuancées et sont nombreux.es à exprimer des réflexions très critiques par rapport à leur propre performance et à celle du groupe professionnel en général.

3.1 Les ressentis des journalistes par rapport à la couverture de la pandémie

Presque la moitié (239) des journalistes participant à l'enquête ont répondu à cette question ouverte : « Si vous avez couvert des informations concernant le Covid-19, comment vous sentez-vous par rapport à ce que vous avez produit ? » Une partie des répondant.e.s se sont concentré.e.s sur l'expression de l'impact psychologique qu'ils et elles ont vécu en informant sur la pandémie. D'autres ont préféré focaliser leur réponse sur l'évaluation professionnelle de leur travail.

3.1.1 L'impact psychologique de la couverture

Plus de la moitié des répondant.e.s partage des sentiments très positifs, surtout parmi les salarié.e.s et les intérimaires, un peu moins chez les indépendant.e.s : sont exprimées beaucoup de satisfaction et de fierté, ainsi que l'impression d'avoir fait un bon travail. Ils et elles évoquent régulièrement la sensation que leurs productions journalistiques ont été utiles aux citoyens :

« Fier et utile. On sent que la population se rapproche des médias traditionnels et a besoin de comprendre ce qui fait peur. On retrouve un sens à la fonction première du journalisme qui est d'informer. »

« J'ai l'impression que ce sont des informations on ne peut plus utiles et attendues et les retours que nous en avons sont très positifs et encourageants. Pour moi, ça marque un tournant dans la manière de traiter l'info. »

« Très à l'aise. Sentiment d'avoir fourni une information digne (rigueur, respect, éthique...). Plus empathique, aussi. »

« J'en suis très heureux, les conditions éthiques de travail – respect des sources, empathie, vérification – sont (en ce qui me concerne) exceptionnelles. »

D'autres soulignent la satisfaction d'avoir traité des sujets qui allaient au-delà de la couverture générale :

« Satisfaite d'avoir donné la parole à celles et ceux qui en avaient besoin. Cela me semble important de communiquer sur les conséquences du virus tous secteurs confondus. »

« Assez content d'avoir relevé ce qui ne fonctionnait pas et d'avoir donné la parole à des experts moins consensuels que ceux sur les plateaux télé. »

« Je suis satisfaite d'avoir parlé des enjeux sociétaux derrière le Covid-19 et non pas du virus en tant que tel. »

« Assez content car j'ai réussi à trouver des sujets intéressants pas ou peu traités. Mais j'ai décidé de ne pas être trop ambitieux et pas de m'aventurer dans trop de sujets. »

Les réponses montrent une importante réflexivité des journalistes par rapport à leur métier dans ces conditions extraordinaires, un processus d'introspection considéré comme plutôt positif pour beaucoup d'entre eux et elles :

« Je me sens plus que jamais consciente de ma responsabilité en tant que journaliste de fournir des informations avérées, claires et construites. J'ai toujours mené des réflexions sur ma manière de transmettre des informations, tâchant de rendre mes productions didactiques. Je me sens satisfaite, tout comme ma rédaction, de mes productions pour l'antenne. »

A contrario, certain.e.s répondant.e.s expriment des sentiments négatifs, comme l'anxiété, la fatigue, le stress, principalement associés au fait de couvrir de façon récurrente un sujet dramatique :

« Je n'écris que sur le coronavirus, ça m'apporte une certaine anxiété. »

« 90 % de la production concerne le Covid, ce n'est pas sans conséquence sur le climat général et l'humeur. »

« Le contenu est intéressant dans le traitement de cette crise. Mais parler au quotidien d'un sujet négatif pendant plusieurs semaines est pesant. »

« J'ai le sentiment de courir après quelque chose qui avance plus vite que nous. Et d'avoir à brasser une masse énorme d'informations. L'impression de ne jamais être à jour mais aussi de tourner un peu en rond avec les mêmes questions depuis des semaines. »

« Depuis la fin du mois de mars, le coronavirus a occupé la majeure partie de mon temps. Cette problématique n'est pas évidente à traiter surtout lorsqu'il est demandé d'entrer en contact avec des familles touchées et parfois endeuillées. »

Pour justifier leurs sentiments négatifs, d'autres répètent des arguments déjà évoqués dans des questions précédentes relatives aux difficultés pratiques de faire son travail dans le contexte du confinement :

« Je ne me suis pas toujours sentie en sécurité durant les tournages. »

« Les conditions de travail à distance et la combinaison avec la vie de famille nuisent clairement à la qualité. »

Certain.e.s répondant.e.s témoignent aussi d'une certaine frustration, et avouent être perdu.e.s et plein d'incertitudes pour gérer la quantité d'informations contradictoires autour de la crise sanitaire.

« Perdu par la multitude d'informations en sens diverses, difficiles à vérifier et par la virulence des réseaux sociaux, sur lesquels tout le monde se prend pour un spécialiste. »

D'autres réponses sont plus ambivalentes, avec des sentiments contradictoires :

« Impossible d'avoir une vue globale. Difficulté de gérer dix fois plus d'infos que d'habitude. Mais c'est passionnant. »

« Fier. Sentiment de répondre à un réel besoin d'info. De réaliser des reportages humainement prenants. De vivre une période "extra"-ordinaire. De découvrir des nouvelles manières de travailler, de s'adapter. Mais aussi fatigué en fin de semaine ;-). Les reportages sont éprouvants. Le télétravail en mode confinement n'est pas non plus de tout repos... »

« Entre la fierté de participer à l'information de la population et la frustration de ne pas toujours être entendu et de ne pas avoir le temps d'aller au fond des choses. »

« Plutôt satisfaite, mais souvent stressée par la charge de travail et la volonté de bien faire. »

3.1.2 Réflexions critiques par rapport à la qualité de l'information

Les journalistes se montrent très conscient.e.s du défi représenté par cette crise sans précédent. Ils et elles estiment faire plus attention que d'habitude à la qualité de l'information fournie, et apprécient les retours positifs du public :

« Conscient de l'importance du moment, des enjeux : chaque mot compte, nous sommes plus regardés que jamais, les téléspectateurs sont en demande d'explication. Il y a plus de respect aussi de leur part dans les retours par mail ou sur Facebook. »

« Dans un combat pour essayer d'être exhaustif face à la masse d'informations à donner et pour relayer les informations justes avec le vocabulaire approprié. Je crois que cette période est une vraie opportunité de revenir aux fondamentaux du journalisme : l'enquête, expliquer et décrypter. »

« Je redouble d'attention par rapport à la portée de ce que j'écris parce que je sais que cela peut avoir un impact concret et direct sur ce que peuvent penser ou faire les gens pendant le confinement. »

« Globalement OK, mais pleine d'interrogations sur la pertinence de ce que j'ai produit malgré tout, dans un cadre plus général. Avons-nous été assez critiques ? Assez vigilants ? En faisons-nous trop ? Faut-il donner autre chose à l'auditeur ? »

Cette exigence amène un journaliste travaillant pour la radio à se dire « souvent déçu » de la qualité du son des interviews réalisées à distance, par téléphone, en raison du confinement.

Mais les préoccupations les plus répandues parmi les répondant.e.s concernent la fiabilité de l'information donnée, la difficulté à garder une distance critique avec les sources et le manque d'expertise, qui amènent, selon eux et elles, à des productions plutôt répétitives et superficielles. Il est intéressant de constater que, proportionnellement, ce sont les répondant.e.s intérimaires qui ont le plus énoncé ce genre de réflexions critiques, alors que les salarié.e.s ou les indépendant.e.s étaient un

peu moins nombreux à le faire. L'impact du travail journalistique sur la vie des gens est un enjeu très présent dans les réponses :

« Toujours peur d'être trop anxiogène d'une part mais aussi de ne pas avoir eu le temps de recouper les informations. Pas toujours de certitude par rapport à l'info. Beaucoup de news basées sur des "si" et sur des "cela pourrait", etc. »

« J'essaye de fournir les informations les plus justes et les plus précises, comme d'habitude. Le problème est que la vérité d'un jour n'est pas celle du lendemain. Les lecteurs ont besoin de réponses précises et sur le long terme, et c'est parfois frustrant de ne pas pouvoir les aider. Aussi, la méfiance envers la presse est très présente et toutes les fake news et théories du complot nous nuisent beaucoup. C'est parfois épuisant de voir les réactions et commentaires des gens qui nous disent muselés par l'État, etc. »

« Forcément perdue. Beaucoup d'infos évoluent, sont incertaines, se contredisent d'un moment à l'autre et d'une source à l'autre. On est encore moins sûrs que d'habitude de donner l'information juste, correcte. »

Le manque de recul est aussi une critique récurrente lors de l'évaluation du rôle de la profession en général (voir section suivante). Il est aussi exprimé par quelques journalistes qui réfléchissent à leur propre performance :

« Je trouve que j'ai fait de grands efforts pour assurer un travail de qualité. Néanmoins je me pose beaucoup de questions sur notre capacité à prendre de la distance par rapport à ce sujet, à informer correctement les citoyens dans cette confusion, à pointer les responsabilités des politiques face à cette crise inédite, bref à prendre de la hauteur... »

« J'ai le sentiment de n'avoir pas pris beaucoup de recul avec l'information reçue en rédaction. En faisant de l'actu chaude, c'est malheureusement inévitable, je suppose. J'ai eu l'impression que les journaux que nous produisons ne faisaient qu'égrener les chiffres du SPF Santé. »

D'autres journalistes se sentent plutôt mal préparé.e.s pour traiter du Covid-19, par manque d'expertise :

« Mal à l'aise. Je n'ai aucune légitimité pour traiter des questions médicales. Une trop grande place est laissée à ces sujets, au détriment d'autres faits d'actualité. »

« Bien concernant les témoignages. Mais pas facile de s'y retrouver dans les initiatives innovantes pour faire face à la propagation du virus (commandes de masques par une commune, mesures à l'entrée des supermarchés...). Même

les avis d'expert divergent. Parfois l'impression de ne pas maîtriser mon sujet au moment de le terminer. »

L'augmentation de la charge de travail pourrait aussi être l'une des raisons de la superficialité de la couverture perçue par quelques répondant.e.s :

« Difficulté à trouver suffisamment de temps pour aller en profondeur. Sentiment d'effleurer les sujets. »

« Plutôt satisfait, même si la charge de travail en période de crise permet moins d'analyse. »

Si beaucoup de journalistes s'estiment en accord avec les choix de la rédaction, certain.es ont cependant indiqué des désaccords avec leur hiérarchie :

« J'aurai voulu traiter d'informations plus positives et mettre en avant des initiatives d'entraide ou traiter des chiffres en les mettant en perspective. Les choix éditoriaux se sont davantage orientés vers le sensationnalisme. »

Parmi ceux et celles qui se montrent critiques par rapport à leur propre production, certain.e.s mentionnent des retours négatifs du public, renforçant la vision qu'ils et elles portent sur leur travail :

« Sentiment de se répéter, avec parfois l'impression de ne pas être écouté, quand on lit des commentaires sur les réseaux sociaux (lié à son propre sujet, sur les séquelles), remettant en doute la gravité du coronavirus. »

Une minorité considère que cette crise ne change pas leur travail, c'est « comme pour tout autre type d'information », « comme d'habitude », « cela ne change rien pour moi ».

3.2 Comment les journalistes jugent-ils leur rôle et celui de leurs collègues dans la crise ?

304 personnes ont répondu à cette question ouverte. Une grande majorité, proche de l'unanimité dans le cas des salarié.e.s, souligne que la crise a renforcé le rôle du journalisme dans la société, avec plusieurs adjectifs qui se répètent systématiquement avec enthousiasme : important, essentiel, primordial, fondamental, nécessaire, indispensable, crucial.

« Essentiel, plus que jamais. »

« Nécessaire. Le public étant en demande d'informations. »

« Indispensable pour informer les citoyens et les amener à réfléchir à leurs propres comportements et décisions futures. »

« Très important voire même crucial. Sans les journalistes, les gens ne retireraient que le négatif de cette crise. Ils se rapprochent des médias traditionnels. »

« Je l'estime essentiel. Le public a besoin de savoir quels sont les tenants et aboutissants de la crise du Covid-19. Nous sommes particulièrement lus, même plus que d'habitude, et notre devoir d'informer peut avoir un impact concret sur la société. »

« Primordial. Il ne faut pas non plus se monter la tête en pensant que notre travail est formidable et magnifique. Mais quand même ! L'information vraie, vérifiée et décortiquée est on ne peut plus importante : notre travail est d'autant plus valorisé. Je pense que beaucoup se rappellent pourquoi ils font ce métier. Et personnellement en tant que jeune journaliste j'apprends énormément de cette crise et surtout j'apprends à travailler en situation incertaine. Globalement, c'est tout ça qui me fait tenir et renoncer à l'envie de rester sous ma couette et confinée. »

Cette mise en avant du rôle social du journalisme pour la population les amène à invoquer un sens de la responsabilité qu'ils et elles considèrent ne pas être toujours assumé par tout le groupe professionnel ou reconnu par la société :

« Un rôle d'autant plus essentiel, et un travail de pédagogie plus important à fournir. Ainsi qu'une responsabilité sociale importante. »

« C'est un rôle crucial. D'où le sentiment d'une responsabilité citoyenne et journalistique énorme, ce qui est peut-être très pesant parfois »

« Nous avons une lourde responsabilité dans la MANIÈRE de traiter l'information, nous sommes d'ailleurs l'objet de nombreuses critiques sur les réseaux aussi intelligentes soient les analyses. Notre rôle est mal perçu par la population sûrement parce que certains en début de crise notamment en ont fait un peu trop (dans le sensationnalisme). L'ambiance est déjà suffisamment anxiogène, il faut informer pas déformer. »

« Important mais pas reconnu à sa juste valeur, ni pas le pouvoir mis en place, ni par les lecteurs. »

Si ces derniers commentaires, comme d'autres dans la question antérieure, expriment un manque de compréhension du travail journalistique chez le public, la majorité des répondant.e.s fondent, au contraire, leur perception de l'importance du journalisme précisément sur la reconnaissance exprimée par leurs publics :

« Cela peut paraître paradoxal, mais cette crise a renforcé le goût de l'info dans le public. Les gens veulent comprendre, avoir des nouvelles qui leur permettent de s'organiser et de prévoir la manière de vivre à l'avenir. Ils attendent donc plus de "sérieux" dans les news, moins d'échos people, plus d'analyse. J'ignore si cela durera, mais cette évolution-là me paraît très favorable. Elle remet à l'honneur notre vrai travail de journaliste. »

« J'ai reçu beaucoup de retours positifs sur le traitement de cette crise par le média pour lequel je travaille. »

« Majeur. Vraiment. Majeur. Le besoin d'une information professionnelle est plus présent que jamais. Ce lien de confiance, qui semble avoir été retissé, sera-t-il pour autant durable... »

Cette reconnaissance par le public ne semble pas être anecdotique : des sondages auprès de citoyens dans plusieurs pays européens indiquent une augmentation accrue de la consommation médiatique durant le confinement et montrent une confiance importante envers les journalistes professionnels bien plus que celle exprimée envers les réseaux sociaux comme source primaire d'informations sur le Covid-19 (Nielsen et al., 2020 ; Masip et al., 2020).

Toutefois, le scepticisme exprimé sur la durabilité de ce rapprochement du public, se couple par ailleurs à d'autres discours pointant la fragilité économique du journalisme et la présentant comme une menace pesant sur la continuité du rôle crucial que les journalistes estiment jouer :

« Essentiel. Fragile. Plutôt au-dessus du lot par rapport au reste du temps, comme si la crise avait ramené certains aux fondamentaux. Mais un rôle très fragilisé par la situation des médias qui affirment, à tort ou à raison, qu'ils ne vont peut-être pas survivre à la perte actuelle de revenus. »

S'appuyant sur des éléments fondant le rôle social crucial du journalisme, des répondant.e.s se rejoignent sur l'importance de deux fonctions : celle d'apporter un éclairage devant l'incertitude de la pandémie et celle de vérifier des informations compte tenu de ce qui circulait sur les réseaux sociaux. Il s'agit de fonctions qui résonnent avec trois des objectifs professionnels les plus valorisés par les journalistes belges dans des circonstances normales (Van Leuven et al., 2019, p. 54) : fournir des informations fiables, présenter les informations de manière compréhensible, analyser et interpréter des problèmes complexes.

Pour beaucoup, le journalisme a aidé les citoyens à mieux gérer la crise grâce à l'éclairage apporté par les informations journalistiques :

« Beaucoup de gens se posent des questions. On permet d'y répondre et de rendre les choses plus claires. »

« Il est décisif à la fois pour permettre de comprendre ce qui se passe et ce qui nous attend et pour permettre un débat et une réflexion sur les enseignements et remises en question à retenir de cette crise sanitaire et sociale. »

« Essentiel. C'était plus que frappant à la suite du dernier Conseil National de Sécurité du 24/4 (pour ne citer qu'un exemple). Cette conférence de presse d'1h, organisée à 22H un vendredi soir et appuyée par des PowerPoint qui manquaient de lisibilité et de clarté n'a certainement pas permis à tout un chacun dans la population de bien comprendre le plan de déconfinement avancé par le gouvernement. Le rôle des journalistes, qui ont veillé tard ce soir-là et qui ont travaillé d'arrache-pied le week-end pour synthétiser et rendre compréhensibles ces décisions majeures pour l'avenir immédiat du pays, était essentiel. Que ce soit dans la presse quotidienne, en radio, sur le web ou en télé. Sans le relais et l'analyse des journalistes, ces informations ne seraient pas parvenues de la même façon à la population. »

Le défi n'était pas seulement l'absence de certitude concernant les informations officielles, mais aussi le volume (perçu comme toujours croissant) de la désinformation, face à laquelle les journalistes se revendiquent comme des antidotes :

« Je pense que le travail de journaliste est très important pour continuer à informer sur la situation actuelle. Le travail le plus important mis en lumière dernièrement, c'est le fact-checking, essentiel au vu de la situation actuelle durant laquelle les théories du complot se multiplient, les rumeurs semblent prendre le statut de vérité et durant laquelle les informations vérifiées sont une denrée rare. »

« Nous avons un rôle important dans le sens où nous apportons des informations de qualité par rapport à tout ce qui circule sur le web. Nous permettons de remettre les points sur les i par rapport notamment aux fake news qui circulent sur Facebook. »

Au-delà du constat de l'importance du journalisme, de nombreuses réponses reprennent la réflexion critique sur la qualité de l'information, et notamment celle proposée par les médias en général. Proportionnellement, ce sont les indépendant.e.s et les intérimaires, plutôt que les salarié.e.s, qui adoptent plus régulièrement cette posture critique dans les commentaires, même si le constat reste que cette posture est largement minoritaire. Ce genre de propos souligne à nouveau la difficulté de la tâche :

« Notre rôle est de tenir la population informée sans toutefois l'amener dans une psychose, un rôle très difficile à tenir. »

« Très important... et très compliqué. Pour celles et ceux qui traitent directement de la situation sanitaire, c'est difficile de trouver le ton juste, de

n'être pas trop alarmiste et de fournir des analyses pertinentes, tout le monde se trouvant en phase d'apprentissage permanent par rapport au coronavirus. »

« On est beaucoup à avoir fait tout notre possible, je pense, mais dans un contexte où nous étions un peu perdus. Perdus sur la ligne à suivre et aussi parce que nos conditions de travail ont été fortement chamboulées et au plan personnel, cela n'a été simple pour personne de gérer le stress, l'angoisse... Nous sommes aussi des citoyens déstabilisés par cette crise. »

Ici, les critiques relatives au manque d'approfondissement, au manque de recul critique et à la sur-couverture de la pandémie reviennent dans quelques réponses et expriment des jugements sévères sur la profession en général :

« J'ai le sentiment que beaucoup de journalistes se sont laissé porter par la crise, qu'il a manqué de ce fameux pas en arrière pour essayer d'apporter des analyses plus approfondies. »

« Pas assez critique par rapport au pouvoir politique, surtout au niveau de l'audiovisuel, sorte de télégouvernementale où l'on doit convaincre les gens d'obtempérer. Insupportable. »

« Comme toujours. Les médias gagneraient à faire parfois preuve de davantage de retenue, de tempérance et de mesure. Maintenant et avant la crise. »

« Je pense que les journalistes restent essentiels, surtout en ces temps de confinement. Je suis cependant sceptique sur les éditions spéciales télévisées désormais quotidiennes. Tous les autres sujets d'actualité sont éludés : cela laisse à penser que le temps est suspendu et que seul le Covid-19 continue à faire tourner la planète. J'ai personnellement envie d'entendre parler d'autres choses. Je pense qu'il y aurait aussi des sujets plus positifs à mettre en lumière ces temps-ci et qui feraient notamment du bien au moral. »

L'analyse des commentaires montre ainsi que les réflexions critiques sont souvent nuancées et certain.e.s journalistes en profitent aussi, comme dans ces dernières citations, pour identifier certains médias ou des formats concrets qui se sont détachés :

« Comme d'habitude, le meilleur côtoie le pire. Certains se démarquent par la qualité de leur travail, c'est admirable, d'autres en profitent pour faire de l'info sensationnaliste. »

« Bon et mauvais, ça dépend des tendances rédactionnelles. Certains groupes de presse sont dans le sensationnel, les infos non vérifiées... ce n'est pas nouveau mais en cette période c'est très perturbant pour un professionnel... »

« Même si certains médias traditionnels ont trop joué sur l'émotion des gens, nous desservant au final... »

Conclusion : une photographie à développer

Journalisme en confinement est le fruit d'une enquête qui a tenté en un temps très court de prendre une photographie des situations vécues et ressenties par les journalistes au plus fort de la pandémie de Covid-19 et des représentations qu'ils et elles se construisaient.

Trois enseignements préliminaires nous semblent se dégager. D'une part, il a fallu très peu de temps pour que certain.e.s journalistes soient placé.e.s dans des situations d'emploi particulièrement complexes, entraînant d'ailleurs pour une partie une cessation temporaire (ou plus durable) de leur activité. Ces bouleversements portent bien sûr au-delà du journalisme et concernent de très nombreux travailleurs.euses. Pour le journalisme, ils sont sans conteste venus fragiliser des conditions d'emploi déjà compliquées, marquées pour beaucoup par une insécurité professionnelle et des situations précarisées. La peur de perdre son emploi et de constater des changements durables dans les situations économiques des entreprises médiatiques est une émotion beaucoup plus diffuse. Elle touche tous les statuts journalistiques. Elle imprègne un certain nombre de témoignages des répondant.e.s à cette enquête. L'arrêt de certaines collaborations avec des médias-clients, la suspension temporaire des activités de plusieurs domaines tels que le sport, la culture, la gastronomie, les demandes internes des entreprises médiatiques pour supporter et traverser la crise sont des éléments qui tendent à fragiliser la confiance des journalistes en l'avenir et à montrer la vulnérabilité de certaines configurations d'emploi. Il est très probable que ces bouleversements impactent de nombreuses trajectoires professionnelles, tout particulièrement celles des jeunes journalistes qui exercent fréquemment en tant qu'indépendant.e.s ou intérimaires et qui sont à ce titre frappés de plein fouet par les difficultés. Projets interrompus, crainte de non-reconduction des CDD, suspension des piges, etc., beaucoup voient leur horizon professionnel se brouiller.

Le second enseignement est davantage centré sur la gestion de la pandémie dans le travail quotidien et dans les conséquences qu'une telle situation peut avoir sur le travail journalistique. Entre difficultés à acquérir masques et gel, à gérer la conciliation famille-travail, mais aussi à supporter la solitude, le télétravail, la charge émotionnelle, l'éloignement de la salle de rédaction, les journalistes qui ont participé à l'enquête montrent aussi combien le journalisme est pensé comme une pratique collective, de contacts, d'échanges, d'interaction avec les collègues, la hiérarchie, les sources, les publics.

Le troisième enseignement montre que les répondant.e.s tiennent au journalisme, ont une vision relativement positive non seulement de leur rôle pour la société, de la responsabilité sociale des producteurs d'information et de la qualité des informations qu'ils et elles ont produites. Évidemment, les avis sont nuancés et ne vont pas tous dans le même sens. Certaines réponses critiquent la couverture médiatique, le manque de recul des professionnels, leur absence d'expertise, d'approfondissement de l'information. Et pourtant, au final, les journalistes qui ont répondu à nos questions sont

nombreux.ses à exprimer un sentiment de fierté. Fierté de leur métier, de leur travail et de la façon dont ils et elles ont traversé le confinement en restant professionnels.

Cette période de confinement a pu être vécue comme une parenthèse, mais elle montre déjà des premières conséquences assez directes sur les journalistes belges francophones et germanophones. L'analyse des traces de cette période et de la pandémie de façon plus générale reste évidemment à poursuivre : les effets se feront sûrement sentir longtemps.

Bibliographie

- Charron, J., & De Bonville, J. (2004). Le journalisme et le marché : de la concurrence à l'hyperconcurrence. In Brin, C., Charron, J. & De Bonville, J. (eds.) *Nature et transformation du journalisme*. Sainte-Foy (Québec) : Les Presses de l'Université Laval, 273-316.
- Demers, F. (2003). Journalistes au Canada et au Québec : reconfiguration générale. *Hermès, La Revue*, (1), 165-173.
- Dujardin, A., Standaert, O., De Fraipont, A., Laloux, F., et Virone, C. (2015). *Le métier de journaliste : de la précarisation à la recherche de nouveaux moyens d'action*. Bruxelles : Éditions SMart Les cahiers 2015.
- Goyanes, M., & Rodríguez-Gómez, E. F. (2018). Presentism in the newsroom : How uncertainty redefines journalists' career expectations. *Journalism*.
- Jacquet, A. (2018). *Le français des journalistes en ligne. Régulation de la langue par les représentations et les pratiques*. Dissertation doctorale, Université libre de Bruxelles.
- Junter-Loiseau, A. (1999). La notion de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale : révolution temporelle ou métaphore des discriminations ? *Les cahiers du genre*, 24(1), 73-98.
- Le Cam, F. & Libert, M. (2020). Journaliste, femme et senior : une double-peine ? *Recherche en communication*, 43 (À paraître en juin 2020).
- Le Cam, F., Libert, M. & Ménalque, L. (2018). *Être femme et journaliste en Belgique francophone*. Disponible à : <http://www.ajp.be/journalistesfemmes/>
- Le Cam, F., & Tant, C. (2018). Premiers pas de la carte de presse en Belgique francophone (1885-1966). *Le Temps des médias* (1), 200-226.
- Libert, M. (2019). *Carrières et conditions d'emploi et de travail des journalistes. Analyse des mutations dans la presse quotidienne belge francophone*. Paris : Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie.
- Lits, M. (2015). The francophone media in Belgium : A question of identity. *Journal of Applied Journalism & Media Studies*, 4(1), 117-130.
- Malcorps, S., (2019). Les rapports entre journalistes en ligne et chargés de marketing : une approche par le contrat de communication. In Charron, J., & Le Cam, F. (dir), *Études de communication publique*, 21, 191-205.
- Maruani, M., & Reynaud, E. (2004). *Sociologie de l'emploi*. Paris : La Découverte.
- Masip, P., Aran-Ramspott, S., Ruiz-Caballero, C., Suau, J., Almenar, E., & Puertas-Graell, D. (2020). Onsumo informativo y cobertura mediática durante el confinamiento por el Covid-19 : sobreinformación, sesgo ideológico y sensacionalismo. *El profesional de la información (EPI)*, 29(3).

- Mellado, C., Hellmueller, L., & Donsbach, W. (Eds.). (2016). *Journalistic role performance: Concepts, contexts, and methods*. Londres : Taylor & Francis.
- North, L. (2016). Still a 'blokes club': The motherhood dilemma in journalism. *Journalism*, 17(3), 315-330.
- Nielsen, R. K., Fletcher, R., Newman, N., Brennen, J. S., & Howard, P. N. (2020). Navigating the 'infodemic': How people in six countries access and rate news and information about coronavirus. UK : *The Reuters Institute for the Study of Journalism y University of Oxford*. Disponible à : <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/infodemic-how-people-six-countries-access-and-rate-news-and-information-about-coronavirus>
- Paugam, S. (2000). *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Raeymaeckers, K., & Heinderyckx, F. (2017). Belgium: Divided along language lines. In *The European Handbook of Media Accountability* (pp. 14-23). Routledge.
- Reinardy, S. (2009). Female journalists more likely to leave newspapers. *Newspaper Research Journal*, 30(3), 42-57.
- Standaert, O. (2016). À l'orée du journalisme, aux marges de ses idéaux. Marchés du travail et trajectoires d'insertion des nouveaux journalistes de Belgique francophone. *Questions de communication*, (30), 335-354.
- Van Leuven, S., Raeymaeckers, K., Libert, M., Le Cam, F., Stroobant, J., Malcorps, S., Jacquet, A., D'Heer, J., Heinderyckx, F., De Vuyst, S., et Vanhaelewyn, B. (2019). *Le profil des journalistes belges en 2018*. Gand : Academia Press.
- Wallace, S. (2013). The complexities of convergence: Multiskilled journalists working in BBC regional multimedia newsrooms. *International Communication Gazette*, 75(1), 99-117.
- Wiard, V., Domingo, D., & Derinoz, S. (2018). *Media workers' profiles, working conditions, daily routines, skills, and mobility in Brussels: A quantitative survey*. Rapport de recherche du projet Media Clusters Brussels. Disponible à : http://mediacusters.brussels/wp-content/uploads/2018/10/D4.3B_Final_ok.pdf
- Witschge, T., & Nygren, G. (2009). Journalistic work: A profession under pressure?. *Journal of Media Business Studies*, 6(1), 37-59.